

# Cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage





Le présent cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (cadre MEL) a été établi avec le soutien et les conseils du Groupe de travail sur le cadre MEL du STDF, notamment d'Alice Green (FAO), de Lorenz Nake (OIE), de Brent Larson (CIPV), de Julie Emond (Canada), de Johanna Polvi (Royaume-Uni/SITFA), de Sanjay Dave (expert des pays en développement) et de Marianne Schmitt (ITC). Au Secrétariat du STDF, Marlynne Hopper a dirigé les travaux relatifs au cadre MEL, avec l'aide de Roshan Khan et d'Angélica Cottica Grisuk.

D'autres membres du Groupe de travail ont apporté leur contribution au cadre MEL en faisant part de leurs avis pendant une réunion Zoom tenue le 24 septembre 2020, et des observations écrites ont été formulées par l'Australie, les États-Unis, l'Irlande et la Suède. La version révisée du cadre MEL a été approuvée par le Groupe de travail du STDF le 13 octobre 2020.

# T A B L E

# D E S M A T I E R E S

**03** Acronymes

---

**04** Présentation générale du cadre MEL du STDF

---

**10** Introduction

---

**12** But et public cible

---

**14** Contexte

---

**18** La Théorie du changement du STDF

---

**22** Questions transversales

---

**24** Gestion des risques

---

**26** Matrice des résultats

---

**28** Indicateurs

---

**32** Sources de données et méthodes

---

**36** Processus et gestion des données

---

**41** Exécution et ressources

---

**42** Annexes

---

# ACRONYMES

<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement (OCDE)
<b>CESAP</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
<b>CIPV</b>	Convention internationale pour la protection des végétaux
<b>CIR</b>	Cadre intégré renforcé
<b>CMP</b>	Commission des mesures phytosanitaires
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
<b>COMTRADE</b>	Base de données statistiques de l'ONU sur le commerce des marchandises
<b>DEP</b>	Don pour l'élaboration de projets
<b>DRP</b>	Don pour la réalisation de projets
<b>EBA</b>	Améliorer le climat des affaires dans l'agriculture
<b>ECP</b>	Évaluation des capacités phytosanitaires
<b>EDIC</b>	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>IDE-JETRO</b>	Institut des économies en développement-Organisation japonaise du commerce extérieur
<b>IPL</b>	Indice de performance logistique
<b>IRSS</b>	Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre
<b>ITC</b>	Centre du commerce international
<b>LMR</b>	Limites maximales de résidus
<b>MEL</b>	Suivi, évaluation et apprentissage
<b>MNT</b>	Mesures non tarifaires
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises
<b>NIMP</b>	Normes internationales pour les mesures phytosanitaires
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODD</b>	Objectif de développement durable
<b>OIE</b>	Organisation mondiale de la santé animale
<b>OIN</b>	Organismes internationaux de normalisation
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>ONPV</b>	Organisation nationale de la protection des végétaux
<b>ONT</b>	Obstacles non tarifaires
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>PVS</b>	Performances des Services vétérinaires
<b>RASFF</b>	Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux
<b>RSI</b>	Règlement sanitaire international
<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation
<b>SH</b>	Système harmonisé
<b>SPS</b>	Sanitaire et phytosanitaire
<b>STDF</b>	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
<b>UE</b>	Union européenne

# Présentation générale du cadre MEF du STDE



# Pourquoi le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (MEL) ont-ils de l'importance?

Le cadre MEL propose une approche de gestion axée sur les résultats visant à mieux administrer le programme du STDF dans le cadre de la Stratégie 2020-2024. Il fournit un moyen d'évaluer les résultats du partenariat mondial du STDF et ses effets sur l'évolution des capacités sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui facilitent un commerce sûr. Parallèlement, il encourage l'apprentissage sur des approches novatrices et collaboratives concernant le développement des capacités SPS, y compris les liens avec des questions transversales telles que l'égalité hommes-femmes et l'environnement, qui peuvent encore améliorer les résultats et l'impact.



## BUT

Assurer la responsabilité: fournir régulièrement des éléments de preuve concernant la mise en œuvre de la Stratégie du STDF 2020-2024 et les résultats et produits obtenus avec les ressources allouées

Renforcer l'apprentissage: développer les connaissances et améliorer l'apprentissage concernant la manière dont les travaux du STDF favorisent des améliorations dynamisantes en matière SPS dans les pays en développement et facilitent un commerce sûr, notamment au moyen d'approches innovantes et transversales de renforcement des capacités SPS



## PUBLIC CIBLE

Membres du Groupe de travail du STDF et du Comité directeur

Organismes chargés de la mise en œuvre des projets du STDF, donateurs et autres parties prenantes impliquées dans le renforcement des capacités SPS et l'Aide pour le commerce

Bénéficiaires du STDF

Secrétariat du STDF



## APPROCHE

Illustre le caractère unique du STDF en tant que programme multipartenaires et multisectoriel menant des activités aux niveaux mondial, régional et national et doté d'une sphère de contrôle assez limitée et d'une large sphère d'influence

Tient compte de la nature des interventions du STDF, qui sont fondées sur la demande, et de la flexibilité nécessaire pour répondre à la demande croissante

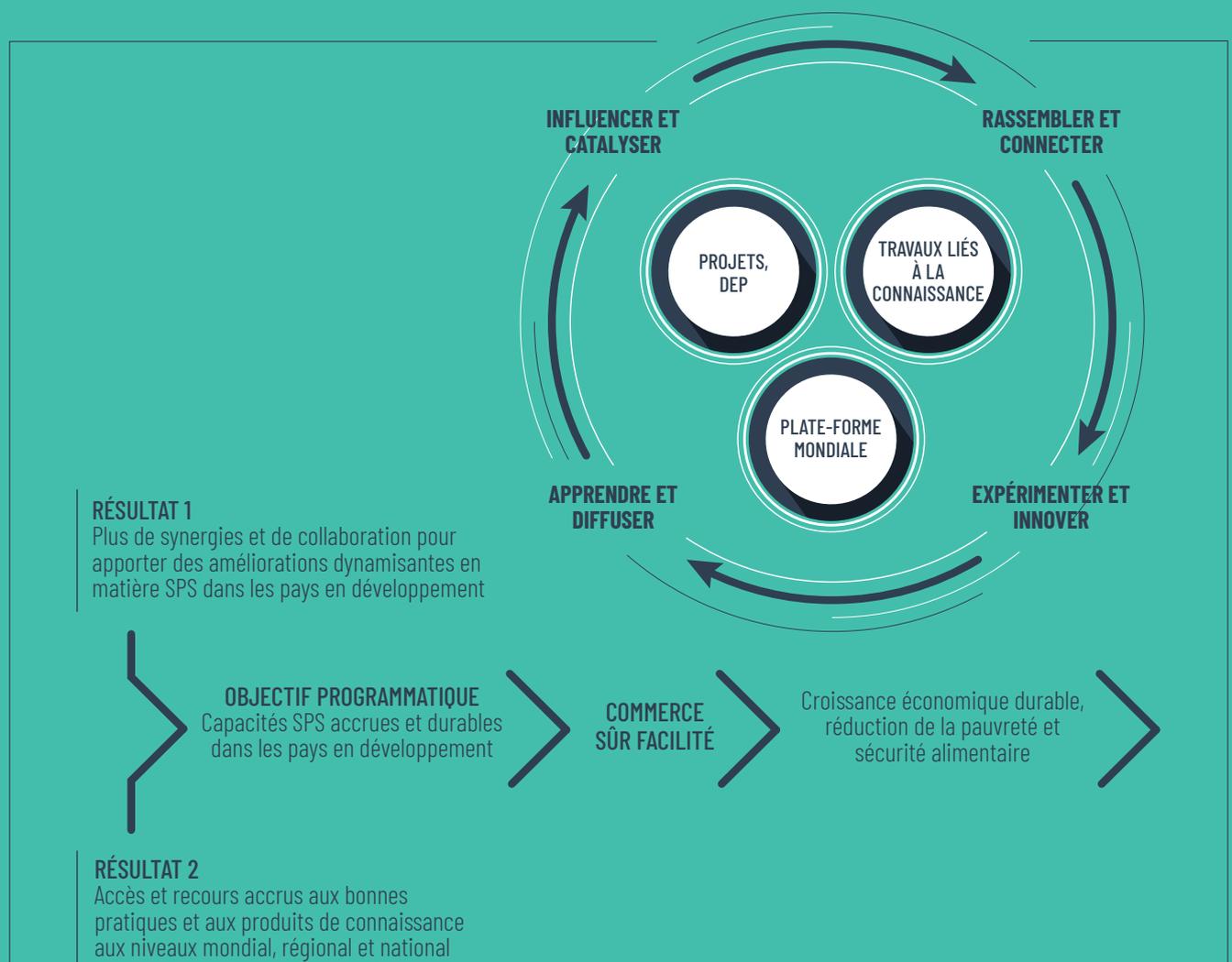
Accroît l'attention portée aux questions transversales, telles que l'égalité hommes-femmes, l'inclusion et l'environnement

Complète par de nouvelles approches et de nouveaux outils les sources de données et méthodes existantes

Garantit une approche simple, pratique et économique

# La Théorie du changement du STDF

La Théorie du changement de la Stratégie du STDF 2020-2024 montre la voie à suivre pour générer des changements et constitue l'épine dorsale du cadre MEL du STDF. Le cadre MEL détermine autant que possible la contribution du STDF à des objectifs d'ordre supérieur, par exemple certains ODD et la facilitation d'un commerce sûr. L'attribution se fait en fonction de l'objectif du programme.



## Risques et hypothèses

### RISQUES

Poursuite de la pandémie mondiale de COVID-19 et/ou émergence d'une nouvelle crise mondiale majeure

Intérêt limité des parties prenantes des pays en développement pour les travaux du STDF

Insuffisance des ressources pour mettre en œuvre la stratégie du STDF

Manque d'engagement des membres dans les travaux du STDF

Facteurs extérieurs touchant spécifiquement les projets du STDF

### HYPOTHÈSES

Les capacités SPS accrues sont un bien public mondial qui s'appuie sur la coopération d'organisations publiques et privées dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du commerce et du développement

Le partage d'expériences et des leçons tirées dans différents domaines des capacités SPS est pertinent et utile

Les organisations finançant et/ou fournissant des activités de renforcement des capacités SPS reconnaissent l'utilité de la coopération et sont disposées à investir les ressources et le temps nécessaires

Les membres du partenariat du STDF sont un moteur de changement et influencent le renforcement des capacités SPS au niveau mondial

## Cadre de résultats

### MATRICE DES RÉSULTATS

Fournit un outil de gestion dynamique pour le cadre MEL qui favorise l'appropriation, éclaire les mesures correctives et les améliorations, et soutient la responsabilité

Établit les éléments fondamentaux de la logique d'intervention et les relations de cause à effet attendues pour les produits, les résultats et l'objectif programmatique du STDF

Contient les informations nécessaires pour rendre le cadre MEL opérationnel (indicateurs, niveaux de référence et objectifs, sources des données, unités de mesure et fréquence, responsabilités, définitions, etc.)

Sert de base au cadre logique du STDF, qui est complété par les cadres logiques des projets individuels du STDF

## Processus et exécution du cadre MEL

### PROCESSUS

Suivi destiné à mesurer les résultats en continu

Évaluation de la pertinence, de la cohérence, de l'efficacité, de l'efficacités, de la durabilité et de l'impact des travaux du STDF

Apprentissage pour améliorer la compréhension des approches innovantes et transversales de renforcement des capacités SPS, la diffusion des informations relevant du Plan de communication du STDF

### EXÉCUTION

Le Secrétariat du STDF dirige la mise en œuvre du cadre MEL, en coopération avec les organisations chargées des projets STDF et DEP et avec le soutien d'un "Groupe MEL" du STDF composé de membres intéressés du Groupe de travail

Le Secrétariat du STDF rend régulièrement compte du cadre MEL au Groupe de travail, qui supervise l'exécution, y compris l'affectation des ressources

Un nouvel outil MEL en nuage sera testé pour favoriser l'innovation et l'amélioration du cadre MEL



# Introduction



**1.** Le présent cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (cadre MEL) accompagne la Stratégie du STDF 2020-2024 intitulée *"Horizons commerciaux sûrs et inclusifs pour les pays en développement"*<sup>1</sup>, qui constitue l'épine dorsale du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage. Le cadre fait la part belle à l'apprentissage tout en suivant les résultats et enseignements tirés du fonctionnement du mécanisme. Ainsi, il va encore plus loin dans les activités de suivi et évaluation (S&E) du STDF.

**2.** Le cadre MEL renforce et approfondit l'accent mis par le STDF sur la gestion axée sur les résultats, mettant à profit les expériences tirées du cadre S&E qui accompagnait la Stratégie du STDF 2014-2019. Conformément aux recommandations découlant de l'évaluation externe réalisée en 2019<sup>2</sup>, une attention accrue est accordée à l'apprentissage, à l'évaluation de la façon dont les résultats et les expériences sont partagés aux niveaux national, régional et mondial et à la compréhension de la manière dont les travaux du STDF favorisent un commerce sûr et inclusif. Il convient ainsi de garantir que le cadre de résultats du STDF traite de questions transversales telles que l'égalité entre les genres et l'environnement, notamment au moyen d'indicateurs ciblés. Dans le même temps, le cadre est simple, pratique et économique. Il évalue les domaines qui relèvent de l'influence et du rayon d'action du STDF en suivant la concrétisation de l'objectif programmatique et des deux résultats du STDF, sur la base de la théorie du changement du STDF. Il met l'accent sur la mesure des résultats et les mécanismes de changement, avec des activités d'apprentissage connexes, plutôt que sur la simple vérification des activités menées et des produits obtenus.

## But et public cible

**3.** Le cadre MEL propose une approche de gestion axée sur les résultats visant à mieux administrer le programme du STDF dans le cadre de la Stratégie 2020-2024. Il renforcera la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la présentation de rapports, et contribuera en outre à identifier les leçons apprises et à les intégrer dans les nouveaux travaux. Illustrant le caractère unique du STDF, la taille et les ressources du cadre MEL se veulent proportionnelles à celles du Fonds. Dans la pratique, le cadre MEL offre une manière simple et pratique de montrer les résultats et d'évaluer l'apprentissage dans le cadre de l'ensemble des travaux du STDF.

**4.** Le cadre MEL a été élaboré en tenant compte de ce qui suit: i) le caractère unique du STDF en tant que programmes multipartenaires et multisectoriel menant des activités aux niveaux mondial, régional et national et doté d'une sphère de contrôle direct assez limitée mais d'une large sphère d'influence; et ii) le grand nombre d'interventions du STDF fondées sur la demande qui sont relativement uniques et "petites", et la flexibilité nécessaire pour répondre à la demande croissante.

**5.** Le cadre MEL vise à parvenir à un équilibre entre la responsabilité ascendante et l'apprentissage. Ses buts essentiels sont les suivants:

**Assurer la responsabilité:** Fournir régulièrement des éléments de preuve concernant la mise en œuvre de la Stratégie du STDF 2020-2024 et les résultats et produits obtenus avec les ressources allouées.

**Renforcer l'apprentissage:** Développer les connaissances et améliorer l'apprentissage concernant la manière dont les travaux du STDF favorisent des améliorations dynamisantes en matière SPS dans les pays en développement et facilitent un commerce sûr. Cela implique de renforcer la compréhension des approches innovantes et transversales de renforcement des capacités SPS présentant un intérêt pour les membres du STDF et les parties prenantes SPS dans les pays en développement, notamment les décideurs.

**6.** De plus, le cadre MEL aidera à améliorer le fonctionnement du STDF en surveillant l'exécution et l'efficacité de ses activités en cours, notamment en ce qui concerne la pertinence et l'adoption des produits de connaissance du STDF, l'efficacité des réunions/formations et la facilitation des partenariats. Le recours à un outil en ligne de gestion des données accroîtra la qualité des activités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, qui appuieront à leur tour le respect du principe de responsabilité et la réalisation des objectifs d'apprentissage. Le cadre permettra également d'améliorer les rapports et la transparence, l'identification des innovations et la prise de décisions.

<sup>1</sup>Voir: [https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Strategy\\_2020-2024\\_FR.pdf](https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Strategy_2020-2024_FR.pdf)

<sup>2</sup>L'évaluation reconnaissait que les activités de suivi et d'évaluation du STDF s'étaient améliorées depuis l'examen à mi-parcours de 2015 et saluait les efforts déployés pour identifier les résultats et les enseignements tirés de la plate-forme mondiale, des connaissances et des projets du STDF, notamment la métaévaluation des projets réalisée en 2018. La conclusion de l'évaluation était que l'apprentissage n'avait pas toujours été aussi systématique ou vaste que possible, compte tenu des ressources du Secrétariat et de la portée du cadre S&E existant. Voir: [www.standardsfacility.org/evaluations](http://www.standardsfacility.org/evaluations)

## Élaboration du cadre MEL: un processus consultatif mené auprès des membres du STDF

Reconnaissant la nécessité de collaborer pour améliorer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage dans l'ensemble du programme du STDF et pour assurer une responsabilité ascendante, les partenaires intéressés du STDF et d'autres membres ont activement participé à l'élaboration du cadre MEL. Le "Groupe MEL" du STDF a tenu une série de réunions virtuelles entre le 5 juin et le 3 septembre 2020, avec le soutien du Secrétariat du STDF.

Ce processus collaboratif et consultatif a permis de mettre au point un cadre MEL cohérent et adapté. Les partenaires du STDF, les donateurs, les experts des pays en développement et d'autres acteurs du Groupe MEL ont joué un rôle de conseillers en partageant leur expertise et leurs connaissances. Ces réunions ont aidé à renforcer les relations dans l'ensemble du partenariat du STDF et ont mis en évidence les possibilités de plus grande harmonisation des travaux menés par le Secrétariat du STDF et d'autres acteurs. Elles ont également donné l'impulsion nécessaire pour assurer un suivi grâce à l'établissement d'une chaîne de rétroaction sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage entre le Secrétariat du STDF et l'ensemble des partenaires.

7. Le public cible du cadre MEL comprend les membres du Groupe de travail du STDF et du Comité directeur et d'autres acteurs participant aux travaux du STDF, notamment les partenaires chargés de la mise en œuvre de projets du STDF et des DEP, les donateurs actuels et futurs, d'autres parties prenantes impliquées dans la fourniture des activités de renforcement des capacités SPS et/ou des activités d'Aide pour le commerce, les bénéficiaires des travaux du STDF et le Secrétariat du STDF.

8. Le public cible se trouve en amont, ce qui facilite le partage des connaissances entre les membres du partenariat, les partenaires de la mise en œuvre et d'autres parties prenantes (notamment diverses organisations des secteurs public et privé qui sont impliquées dans les projets et les DEP du STDF et/ou en bénéficient). Dans le même temps, le cadre répond aux besoins des donateurs en matière de responsabilité au moyen de l'évaluation de l'apport (à savoir la contribution plausible et distincte) du STDF au renforcement durable des capacités SPS dans les pays en développement et au commerce sûr. En outre, grâce à la plate-forme mondiale, aux travaux liés à la connaissance et aux projets et DEP du STDF, les différents types de parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial pourront progressivement échanger davantage de bonnes pratiques en matière de développement des capacités SPS.

9. Évaluer l'apport du STDF consiste à: i) examiner la mesure dans laquelle le STDF peut affirmer de façon plausible avoir contribué à renforcer durablement les capacités SPS et favorisé un commerce sûr dans les pays en développement; et ii) essayer de différencier la contribution du STDF des contributions faites par d'autres projets ou des changements dus à des facteurs externes. Cette évaluation ne fournira pas la preuve définitive du rôle que joue le partenariat du STDF dans la facilitation d'un commerce sûr et inclusif; elle offrira plutôt des éléments de preuve et un raisonnement à partir desquels il est possible d'arriver, avec un certain niveau de confiance, à la conclusion plausible que le programme du STDF a contribué à l'obtention des résultats enregistrés.

# Contexte



**10.** Le commerce a depuis longtemps déjà fait la preuve du rôle moteur qu'il joue dans le développement et la réduction de la pauvreté en favorisant la croissance, notamment dans les pays en développement. Les données montrent que l'accès aux marchés peut aider à créer des emplois, à améliorer les revenus, à attirer des investissements et à stimuler la croissance. L'essor rapide du commerce a contribué dans une large mesure à la réduction sans précédent des niveaux de pauvreté, ce qui a permis d'atteindre de manière anticipée les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMC, 2018). Reconnaisant cette contribution, les ODD insistent sur le rôle joué par le commerce international s'agissant de générer une croissance économique inclusive et de réduire la pauvreté, à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**11.** Il est solidement prouvé que l'agriculture joue un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté. Le développement agricole relève le revenu des agricultures, augmente l'offre de produits alimentaires, réduit les prix des aliments et offre des possibilités en matière d'ajout de valeur et de création d'emplois dans les zones tant rurales qu'urbaines, ce qui favorise la diversification et la croissance dans l'économie en général. Les recherches empiriques montrent que la croissance du secteur agricole aide à réduire la pauvreté plus que la croissance d'autres secteurs, et que ce sont les plus pauvres qui en bénéficient le plus (Christiaensen et Martin, 2018).

**12.** Les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux sont essentielles pour le développement agricole et la sécurité du commerce.<sup>3</sup> Elles établissent les prescriptions et orientations permettant de mettre en place des systèmes nationaux de contrôle des aliments, des services vétérinaires et des systèmes phytosanitaires efficaces qui appuient le développement agricole et favorisent un commerce sûr. Pour pouvoir exporter leurs produits agro-alimentaires aux niveaux régional et mondial, les pays doivent être en mesure de respecter ces normes ainsi que d'autres prescriptions SPS en vigueur sur les marchés d'importation. Les mesures SPS sont appliquées conformément à l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) avec pour objectif de protéger la santé des consommateurs et la vie et la santé des animaux et de préserver les végétaux, étant donné le coût potentiel de l'importation d'aliments impropres à la consommation, de maladies animales et de parasites des végétaux.

**13.** Plusieurs études montrent comment la capacité de respecter les normes internationales – notamment les mesures SPS – influence de manière positive la compétitivité et les résultats commerciaux des pays en développement (Groupe de la Banque mondiale, 2019; UNIDO 2010, 2013, 2015; Jaffee/Rios, 2008). Le respect des normes peut servir de catalyseur pour stimuler le commerce, apporter de la valeur ajoutée aux chaînes d'approvisionnement agricoles et soutenir un développement économique durable (Jaffee/Rios, 2008). De plus, il est prouvé que les lacunes en matière de capacité des secteurs public et privé dans les pays en développement pour ce qui est de se conformer aux normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux peut limiter ces opportunités, empêchant de nouvelles personnes de bénéficier d'un commerce sûr. Les difficultés posées par le respect des normes pour l'exportation vers les marchés des pays développés sont bien connues. S'il est vrai que moins d'études ont été menées sur l'incidence des normes sur l'accès aux marchés des pays en développement, on trouve des exemples de normes ayant des effets sur le commerce régional. De la même manière, il est admis que les MNT, y compris les mesures SPS, ont une influence bien plus grande sur le commerce, et notamment le commerce entre pays en développement, que les droits de douane (CNUCED/Groupe de la Banque mondiale, 2019, CESAP/CNUCED, 2019).

**14.** Les MNT peuvent servir à atteindre des objectifs importants et légitimes de politique publique, même si le fait de n'avoir pas établi des mesures SPS essentielles, ou de mal les mettre en œuvre, peut avoir de graves conséquences, qui vont de la propagation de parasites des végétaux et de maladies animales nuisant à la production agricole et/ou empêchant le commerce des produits agricoles à des problèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les MNT sont généralement plus complexes, moins transparentes et plus difficiles à suivre que les droits de douane, et elles sont parfois utilisées par les gouvernements dans un but protectionniste, ce qui en fait des ONT (CESAP/CNUCED, 2019). Tant les pays développés que les pays en développement ont recours aux MNT, d'une manière qui entrave parfois les exportations. Étant donné l'importance de la production et du commerce des produits agricoles pour les pays en développement, ces derniers sont souvent ceux qui ressentent le plus les effets des MNT. De manière générale, le respect des prescriptions en matière d'innocuité des aliments devient également la norme pour le commerce entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, ce qui soulève des questions concernant la compétitivité des exportations (Jaffee *et al.*, 2019).

<sup>3</sup>L'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires reconnaît les normes internationales définies par la Commission du Codex Alimentarius, l'OIE et la CIPV.

**15.** L'amélioration des capacités SPS est un élément essentiel de la solution si l'on souhaite aider les pays en développement à transformer et à diversifier leur économie, dans l'intérêt de leur population. Satisfaire aux prescriptions en matière de sécurité sanitaire des aliments et aux prescriptions zoo et phytosanitaires aux fins du commerce engendre des coûts tant pour le secteur public que pour le secteur privé, ce qui limite le rôle que peut jouer le commerce dans la concrétisation des ODD. Les investissements dans les normes et réglementations sont particulièrement coûteux pour les MPME (ITC, 2016). Les études ont montré que les femmes se heurtaient à davantage d'obstacles procéduraux à l'exportation que les hommes (Groupe de la Banque mondiale, 2011).

**16.** Le commerce offre la possibilité d'élargir l'accès des femmes aux compétences et leur rôle dans l'économie et de réduire les inégalités entre les genres. Par exemple, dans les pays en développement, les femmes représentent 33% de la main-d'œuvre des entreprises exportatrices, contre 24% pour les entreprises non exportatrices (Groupe de la Banque mondiale/OMC, 2020). Le manque de données et d'analyses concernant les liens entre les rôles économiques que jouent les femmes en tant que travailleuses, consommatrices et intervenantes dans les prises de décisions a limité jusqu'à présent la compréhension des effets du commerce sur l'égalité des genres. Selon les études les plus récentes, les tendances du commerce mondial, par exemple l'essor des chaînes de valeur mondiales et de l'économie numérique, créent d'importantes possibilités économiques pour les femmes, à condition que les pays mènent des réformes de politique commerciale réduisant la discrimination fondée sur les genres et mettant en valeur le capital humain des femmes (Groupe de la Banque mondiale/OMC, 2020).

**17.** Il existe peu de travaux de recherche approfondis sur les aspects du respect des normes SPS liés à l'égalité entre les genres. Les données suggèrent que le respect des normes peut être particulièrement difficile pour les femmes, compte tenu de leur manque relatif de ressources, de leurs entreprises plus petites et de leur vulnérabilité en tant que travailleurs précaires dans les chaînes de valeur mondiales (Henson, 2018). En outre, les entreprises dirigées par des femmes sont généralement de plus petite taille et sont confrontées à des problèmes d'échelle. Les raisons sont les suivantes: i) le respect des normes s'accompagne de coûts fixes considérables; et ii) les femmes sont vulnérables aux changements qui se produisent dans la structure et/ou le mode de fonctionnement des chaînes de valeur mondiales à la suite du processus de mise en conformité, ce qui compromet leurs moyens de subsistance et leur participation aux chaînes de valeur mondiales (Henson, 2018). Les femmes sont très fortement impliquées dans le petit commerce transfrontières, et elles en dépendent beaucoup pour leurs moyens de subsistance. Les recherches menées en Afrique et en Asie du Sud-Est montrent que les femmes commerçantes paient des taxes plus élevées que leurs homologues masculins, subissent des retards plus longs que les hommes pour des questions de quarantaine aux points de passage des frontières, dépensent plus que les hommes en frais de transport simplement pour passer la frontière, et font face de manière disproportionnée à des obstacles procéduraux plus importants et au harcèlement aux frontières (Stensland *et al.*, 2019). Ces résultats présentent un intérêt pour le renforcement des capacités SPS, même si des données supplémentaires et une analyse plus approfondie sont nécessaires pour mieux comprendre l'incidence des procédures SPS sur l'égalité des genres.

# La Théorie du changement du STDF



**18.** Dans ce contexte, le partenariat mondial du STDF favorise des améliorations dynamisantes en matière SPS dans les pays en développement afin de permettre un commerce sûr, contribuant à atteindre les ODD liés à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. La Théorie du changement de la Stratégie du STDF 2020-2024 montre la voie à suivre pour générer des changements. Elle définit la logique d'intervention et constitue l'épine dorsale du cadre MEL.

**19.** La Théorie du changement offre un outil flexible et évolutif qui sera réexaminé au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie, en vue surtout de promouvoir l'apprentissage. L'attribution se situe au niveau de l'objectif, pour lequel le STDF peut devoir rendre compte des résultats obtenus dans une certaine mesure, étant donné les problèmes d'attribution. En raison de la complexité et de l'interdépendance des interventions SPS, il ne sera possible de déterminer la contribution à des effets de plus grande ampleur qu'au-delà de l'objectif programmatique. Cette approche générative (et non contrefactuelle) de la causalité sera suivie principalement au moyen de l'évaluation des projets, de l'évaluation du programme du STDF dans son ensemble et d'autres évaluations de l'Aide pour le commerce menées par des donateurs. Compte tenu de la taille relativement petite du STDF et de la nécessité d'avoir un cadre MEL pratique et économique, une approche plus rigoureuse et contrefactuelle du lien de causalité n'est pas adaptée au domaine complexe des mesures SPS, et serait même trop ambitieuse au vu de la taille du programme du STDF et des ressources disponibles pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage.

**20.** Les besoins et les problèmes inhérents au renforcement des capacités SPS sont si complexes et si larges que les institutions, les gouvernements ou d'autres acteurs ne peuvent trouver la solution seuls. Renforcer de manière durable les capacités SPS dans les pays en développement dépend de nombreuses compétences relevant des domaines de l'agriculture, de la santé, du commerce et du développement durable. Il convient aussi de faciliter les interactions et la coordination entre diverses organisations aux niveaux mondial, régional et national. La voie à suivre pour générer des changements n'est pas toujours évidente. Ainsi, il est essentiel de tirer parti des rôles et compétences des organisations internationales, des organismes de normalisation, des organisations régionales, des donateurs bilatéraux, du secteur privé et d'autres parties prenantes qui fournissent des fonds et/ou une expertise technique et opérationnelle pour obtenir des améliorations dans le domaine SPS.

**21.** L'une des hypothèses clés qui sous-tendent le STDF est que l'on peut tirer des avantages de la collaboration. Le partenariat multipartenaires du STDF implique diverses organisations de différents secteurs qui travaillent ensemble, partagent les risques

et combinent leurs ressources et compétences uniques de manière à créer de la valeur et à la maximiser en vue d'atteindre l'objectif programmatique du STDF et les objectifs individuels des partenaires. Le fait de réunir et de mettre en relation diverses organisations impliquées dans différents aspects du renforcement des capacités SPS donne aux partenaires l'occasion de partager leurs expériences et d'apprendre des autres et permet de réduire les chevauchements et les lacunes et de promouvoir une approche plus cohérente du développement des capacités SPS. Ce faisant, le partenariat offre la possibilité de tirer parti des compétences et des ressources disponibles, de transposer des approches innovantes à d'autres secteurs et régions et, enfin, d'obtenir ensemble des résultats plus nombreux et de meilleure qualité que ceux qui auraient pu être obtenus individuellement. Le STDF tire sa force des rôles et compétences uniques de ses membres, du partage de renseignements et des ressources complémentaires apportées par chacun de ses membres.

**22.** La Stratégie du STDF 2020-2024 axe les travaux du STDF sur trois domaines d'activité: i) sa plate-forme mondiale; ii) les travaux liés à la connaissance; et iii) les projets et DEP. Elle permet au STDF d'obtenir deux résultats clés grâce auxquels le partenariat du STDF peut ajouter de la valeur pour ses membres, ainsi que pour ses bénéficiaires dans les pays en développement et les PMA. Le fait de favoriser les synergies et la collaboration pour susciter des améliorations dynamisantes en matière SPS dans les pays en développement (Résultat 1) et le fait d'accroître l'accès et le recours aux bonnes pratiques et aux produits de connaissance aux niveaux mondial, régional et national (Résultat 2) contribueront à renforcer durablement les capacités SPS dans les pays en développement (objectif programmatique du STDF). Ces résultats favoriseront à leur tour un commerce sûr (c'est-à-dire un commerce garantissant la protection de la santé tout en limitant le plus possible les coûts de transaction), à l'appui de la réalisation des ODD.

**23.** Le renforcement durable des capacités SPS renvoie à la capacité de satisfaire aux normes des trois organismes internationaux de normalisation reconnus par l'Accord SPS de l'OMC: la Commission du Codex Alimentarius, l'OIE et la CIPV. La capacité SPS renforcée et durable correspond aux connaissances, aptitudes et compétences permettant d'exécuter des fonctions de gestion SPS, de résoudre des problèmes SPS et de fixer et atteindre des objectifs SPS de manière durable.

**24.** Une évaluation externe des programmes de l'Aide pour le commerce réalisée en 2018 a montré que le respect des normes demeurait une difficulté pour la plupart des pays en développement. Elle en a souligné les effets néfastes sur les exportations et importations des pays en développement, sauf

dans les cas où les normes internationales sont entrées en vigueur dans les marchés nationaux. Les évaluateurs ont insisté sur l'importance du renforcement des capacités pour établir, appliquer et faire respecter des normes et l'ont liée au rôle joué par le STDF s'agissant des résultats commerciaux, y compris de la participation et de l'adaptation au système commercial mondial des pays en développement bénéficiaires.<sup>4</sup> De la même manière, l'évaluation externe du programme du STDF réalisée en 2019 a conclu que le STDF répondait aux besoins des pays en développement en mettant l'accent sur le renforcement des capacités SPS afin de faciliter et libérer les échanges (Nathan Associates, 2019). D'autres évaluations et examens sont parvenus à des conclusions similaires, par exemple ceux réalisés par l'Australie, la Norvège et le Royaume-Uni ou encore l'examen à mi-parcours de ses programmes d'Aide pour le commerce effectué par le Danemark en 2019.

**25.** La hiérarchie des fonctions de gestion liées au commerce dans le domaine SPS du Groupe de la Banque mondiale établit six fonctions essentielles des secteurs public et privé, notamment la capacité d'élaborer et d'appliquer des textes législatifs et des réglementations, des politiques et des stratégies ainsi que des structures et des processus nécessaires pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la protection de la santé des animaux et la préservation des végétaux en vue de promouvoir un commerce sûr. Les fonctions des différents niveaux sont interconnectées et se renforcent mutuellement. Les lacunes qui existent dans un domaine risquent d'influencer négativement d'autres domaines. La Théorie du changement du STDF établit que le respect des normes est indispensable, mais que d'autres éléments doivent également être mis en place pour faciliter l'accès aux marchés (infrastructure, transport, financement, etc.).

**26.** Le renforcement des capacités SPS dans les pays en développement et les PMA repose sur une multitude de facteurs et de contextes, implique une grande incertitude quant aux liens de cause à effet, et est influencé par de multiples acteurs, perspectives et relations. La capacité SPS dépend des systèmes, procédures, compétences et aptitudes existant dans les différents organismes publics et dans le secteur privé, ainsi que de la coordination et des réseaux entre eux. Elle dépend de la participation des diverses parties prenantes et de leur désir de changer leurs pratiques. Cela vaut également pour les institutions et fonctionnaires des gouvernements des pays en développement et pour les organisations régionales et mondiales qui ont un rôle à jouer dans le renforcement des capacités SPS.

**27.** L'atout unique du STDF offre pour le programme du STDF, relativement petit en termes de financement, la possibilité d'avoir une influence et un rayon d'action bien plus importants grâce au nombre et au type de parties prenantes engagées dans le

partenariat. La réalisation des deux résultats du STDF dépendra de la détermination des membres et de leur volonté de se réunir pour échanger et partager leurs connaissances, de participer à des projets communs et des travaux dans le domaine des connaissances dans l'intérêt général et de mobiliser efficacement leurs collègues et leurs réseaux. La réussite dépendra également de la question de savoir s'ils disposent de ressources suffisantes (y compris en temps) à allouer aux travaux du STDF de façon continue. De la même manière, le degré de réalisation des deux résultats peut varier avec le temps en fonction de l'évolution des contributions financières versées au fonds d'affectation spéciale.

## Hypothèses sous-tendant la Théorie du changement du STDF

**Les capacités SPS accrues sont un bien public mondial qui s'appuie sur l'engagement et la coopération de diverses organisations (des secteurs public et privé) dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du commerce et du développement.**

**Les expériences et leçons tirées du renforcement des capacités SPS dans différents domaines (secteurs) sont pertinentes et utiles pour d'autres domaines.**

**Les donateurs et les autres organisations participant au financement et/ou à la fourniture des activités de renforcement des capacités reconnaissent qu'il est utile de coopérer avec d'autres acteurs impliqués dans ces activités et sont disposés à investir les ressources et le temps nécessaires à une telle coopération.**

**Les membres du partenariat du STDF influencent le renforcement des capacités SPS au niveau mondial et sont un moteur de changement.**

<sup>4</sup> «Better Ways of Trading: Evaluation of technical assistance for trade policy and regulations». 2018. Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.



# Questions transver- sales

**28.** Les questions transversales telles que les changements climatiques, l'environnement, l'égalité des genres, l'inclusion (notamment dans les micro, petites et moyennes entreprises) sont pertinentes eu égard à l'objectif programmatique et à deux résultats du STDF. Le cadre MEL accorde une attention particulière aux questions transversales à différents niveaux de la Théorie du changement, ce qui permet d'aborder ces questions d'une manière pertinente et concrète, tout en gardant à l'esprit le caractère unique et la portée du programme du STDF. Il jette les bases d'une intégration plus systématique de ces questions dans l'ensemble de la plate-forme mondiale du STDF, ses travaux liés à la connaissance et ses projets et DEP, tout en tenant compte des aspects fondamentaux ou opérationnels. Il contribuera en outre à démêler et à clarifier les liens entre ces questions et le renforcement des capacités dans le domaine SPS, ce qui générera de nouvelles connaissances susceptibles d'éclairer et de consolider d'autres travaux.

**29.** La métaévaluation indépendante des projets du STDF a permis de recenser les possibilités de renforcer l'attention accordée aux questions transversales, notamment l'égalité des genres et l'environnement, dans lesdits projets (STDF, 2018). Le cadre MEL s'appuie sur ces recommandations, tout en cherchant à déterminer de manière proactive comment les projets du STDF axés sur le commerce génèrent des avantages (directs ou indirects) pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux. Il peut s'agir, par exemple, d'effets sur l'amélioration des connaissances, des institutions, des pratiques ou des infrastructures, comme le soulignent les travaux du STDF sur les retombées intérieures.

**30.** En ce qui concerne l'égalité des genres, les travaux du STDF porteront sur le rôle des femmes en tant que petites agricultrices, transformatrices et employées travaillant dans les filières agroalimentaires et dans le commerce transfrontières, ainsi que sur la prise en compte des questions de genre dans les politiques, les processus réglementaires et les mesures SPS. Il s'agira, par exemple, de prêter attention aux dynamiques de pouvoir et aux obstacles spécifiques liés au genre, notamment pour une mise en œuvre réussie du principe d'égalité des genres au niveau de l'entreprise et de la filière. Les considérations de genre seront clairement identifiées, évaluées et suivies dans tous les domaines d'activité du STDF, et des données ventilées par genre seront collectées et analysées à cet égard en vue de

faciliter l'établissement de rapports au titre des différents niveaux de la Théorie du changement (par exemple, l'augmentation des exportations au sein des entreprises dirigées par des femmes). Des mesures seront également prises pour veiller à ce que l'égalité des genres soit respectée dans les demandes de projets et de DEP, et que chacun, quel que soit son genre, soit encouragé à présenter une demande. La mise au point d'un outil d'évaluation rapide permettant de recenser les questions de genre associées aux mesures SPS liées au commerce (recommandé par Henson, 2018) contribuerait à faire en sorte que la conception et la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que le renforcement des capacités y relatif, tiennent davantage compte des questions de genre.

**31.** Les travaux du STDF porteront également sur la manière dont la mise en œuvre des mesures SPS contribue à une planète saine, par exemple en réduisant la pollution de l'eau potable, des terres agricoles ou des stocks de poissons par les métaux lourds, en renforçant la biodiversité, en appuyant la mise en place de systèmes agricoles plus résilients face aux changements climatiques, en améliorant la santé publique environnementale ou en atténuant les effets des changements climatiques. La corrélation entre les changements climatiques et l'environnement sera évaluée pour chaque projet et DEP et des indicateurs liés à l'environnement seront intégrés dans le menu d'indicateurs standard pour les projets du STDF.

**32.** En ce qui concerne les questions transversales, il a tout d'abord été décidé d'identifier et de sélectionner un nombre raisonnable d'indicateurs permettant de démontrer la pertinence des données et d'améliorer progressivement le cadre MEL, ainsi que de revoir à la hausse les ambitions du programme STDF. Il existe des indicateurs axés sur les questions transversales à différents niveaux de la matrice des résultats, lesquels seront affinés et améliorés à mesure que le cadre MEL sera mis en œuvre. Ils seront également inclus dans les indicateurs de projet standard, qui restent à développer dans le cadre de la matrice des résultats.

**33.** Une attention supplémentaire sera accordée à l'intégration des questions transversales dans le fonctionnement du STDF, notamment pour promouvoir l'équilibre entre les genres dans la sélection des experts du STDF issus des pays en développement et dans la participation aux réunions, ainsi qu'au sein de l'équipe du STDF.

# Gestion des risques



**34.** Des travaux seront menés en continu pour gérer les risques considérés comme susceptibles d'affecter les performances et la viabilité du STDF, ainsi que pour recenser de manière proactive tout risque nouveau ou émergent.

Ceux-ci incluent:

- L'incapacité du partenariat du STDF à rester pertinent et ciblé face aux risques et tendances nouveaux et/ou en évolution (tels que les changements climatiques, la pression exercée sur les ressources, les nouveaux modèles d'entreprise mondiaux, les technologies perturbatrices ou les conflits économiques) qui affectent le panorama commercial mondial.
- Une baisse de la demande émanant des partenaires et des organisations des pays en développement en raison de l'apparition inattendue de nouvelles priorités et de la diminution de l'attention accordée au commerce.
- La COVID-19 et/ou d'autres crises mondiales/régionales (conflits, nouvelles maladies infectieuses ou pandémies, guerres commerciales, etc.), qui influencent la capacité du STDF à mener à bien ses travaux.
- Les membres ont des opinions et/ou des attentes très divergentes en ce qui concerne le fonctionnement et l'exécution des travaux du secrétariat du STDF.
- Un manque de cohérence ou d'accord entre les membres, par exemple en ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie du STDF ou le suivi des recommandations formulées à l'issue de la dernière évaluation externe du STDF, destinée à améliorer le modèle de mise en œuvre et de performance du partenariat.
- Un niveau insuffisant d'engagement de la part des membres à l'égard du partenariat du STDF, s'agissant notamment du temps et des compétences qu'ils y consacrent.
- Une baisse soudaine des ressources disponibles au sein du Fonds d'affectation spéciale du STDF pour mettre en œuvre le plan de travail du STDF, notamment en raison de contraintes de ressources consécutives à la COVID-19 ou d'une baisse générale des budgets consacrés à l'aide.
- Un secrétariat qui manque de ressources et/ou qui est incapable de mettre en œuvre le plan de travail et de répondre aux attentes des membres.

**35.** On trouvera à l'annexe 1 une matrice détaillée des risques. Outre les risques qui pèsent sur le STDF au niveau des programmes, les projets du STDF sont exposés à des risques distincts, qui sont pris en compte dans les cadres logiques individuels de chaque projet. La gestion des risques effectuée au niveau du projet éclairera le cadre MEL et vice versa. Les risques externes particulièrement pertinents pour les projets du STDF seront évalués en continu par les organisations chargées de la mise en œuvre des projets et le secrétariat du STDF dans le cadre du suivi des projets et de l'établissement des rapports y relatifs, en veillant à dégager et à appliquer des mesures d'atténuation des risques, selon que de besoin. S'il y a lieu, les activités relevant du cadre MEL consisteront également à identifier et à analyser les implications des risques mondiaux ou régionaux, y compris la pandémie de COVID-19, pour les projets du STDF et autres activités, et à en rendre compte.<sup>5</sup> Effectué par le Groupe de travail du STDF, l'examen annuel de la Théorie du changement permettra de réexaminer les risques et les hypothèses.

<sup>5</sup> Le rapport du STDF sur le risque lié à la COVID-19 est disponible à l'adresse suivante: <https://www.standardsfacility.org/updates-covid-19>



# Matrice des résultats

**36.** La matrice des résultats est au cœur du cadre MEL. Elle définit la logique prévue et quantifiable du STDF au niveau des programmes et décrit les résultats, relevant de la sphère d'intervention du STDF, pour lesquels le programme peut être tenu responsable (c'est-à-dire au niveau des objectifs, des résultats et des produits du programme). Elle doit être analysée à la lumière de l'ensemble très complexe de rapports et de rôles affectant le renforcement des capacités SPS aux niveaux national et mondial, ainsi que des nombreuses causes et dimensions liées à des questions qui doivent être prises en compte dans différents domaines (sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé des animaux et préservation des végétaux, facilitation du commerce) pour favoriser un commerce sûr.

**37.** La matrice des résultats contient les informations nécessaires pour rendre le cadre MEL opérationnel. Elle renferme les éléments essentiels des relations logiques et de cause à effet attendues pour les produits, les résultats et l'objectif programmatique, ainsi que des informations supplémentaires sur les définitions et les éclaircissements conceptuels, les unités, la fréquence des mesures, les responsabilités, et les données de référence, intermédiaires et cibles (tant prévues que réelles). Elle servira à mesurer les progrès accomplis et les résultats obtenus à différents niveaux, et permettra également de comprendre comment l'objectif du programme du STDF contribue à produire des impacts à plus grande échelle en termes de facilitation du commerce et de réalisation des ODD. Des travaux sont menés actuellement et/ou prévus, en collaboration avec les partenaires concernés, en vue d'affiner et de compléter la matrice des résultats. Par exemple, des données de référence seront collectées dès la phase de lancement des nouveaux projets et intégrées dans la matrice des résultats. Pour les projets en cours, les données existantes seront intégrées, dans la mesure du possible. Compte tenu des ressources disponibles, il est impossible de procéder à un exercice de référence approfondi pour l'ensemble du cadre MEL.

**38.** Le cadre logique découle de la matrice des résultats et sera utilisé pour l'établissement des rapports. L'utilisation d'une matrice de résultats de haute qualité, y compris le cadre logique, aux fins du programme du STDF, facilite l'utilisation d'un seul outil de gestion des résultats, et permet d'éviter de dépenser des ressources pour élaborer et gérer plusieurs formats de gestion des résultats en fonction des divers besoins des membres du STDF, y compris les donateurs.

**39.** Outre la matrice des résultats (et le cadre logique) prévue au titre du programme du STDF, chaque projet dispose de son propre cadre logique. Par le biais du cadre MEL et de l'utilisation d'indicateurs standard sélectionnés au niveau du programme et du projet, les cadres logiques relatifs à chaque projet seront liés au cadre logique du programme.

**40.** La matrice des résultats constituera la base et la structure du nouvel outil de gestion des données (logiciel), qui sera développé pendant la période couvrant la stratégie 2020-2024, et remplacera les outils existants (tableur Excel) utilisés par le Secrétariat. Elle servira d'outil de gestion dynamique qui favorisera l'appropriation et le consensus eu égard aux travaux relevant du cadre MEL, orientera les mesures correctives, le cas échéant, et joue un rôle clé pour garantir la responsabilité.



# Indicateurs

**41.** La matrice des résultats comprend des indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) permettant de suivre et de mesurer les progrès accomplis et les résultats obtenus au cours de la période couverte par la stratégie. Ces indicateurs ont été sélectionnés pour les raisons suivantes: i) ils sont suffisamment flexibles pour rester pertinents dans les trois principaux axes de travail (plate-forme mondiale, travaux liés aux connaissances, et projets et DEP); et ii) ils peuvent être regroupés de manière cohérente au niveau du programme, tout en tenant compte des ressources limitées disponibles au titre du cadre MEL.

**42.** Le cadre MEL tient compte du fait que tout ne peut ou ne doit pas être mesuré. Compte tenu de l'ampleur du programme du STDF, il importe d'être réaliste quant au nombre et au type d'indicateurs utilisés. Il semble plus judicieux d'essayer de collecter et de mesurer systématiquement certains indicateurs clés que de s'employer à mesurer tout ce qui est susceptible de l'être. L'attribution de ces indicateurs se fera clairement en fonction de l'objectif du programme, même si le cadre MEL vise à retracer, dans la mesure du possible, la contribution du STDF à des impacts à plus grande échelle, notamment à certains ODD et à la facilitation effective du commerce sûr.

**43.** Le type d'indicateurs à utiliser varie. L'équilibre entre l'utilisation d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs contribuera à faciliter la triangulation des données provenant de sources multiples. Comme le montre l'encadré ci-après, les indicateurs relatifs aux produits sont plus explicites et plus quantitatifs. Les indicateurs relatifs aux résultats et aux objectifs du programme sont plus descriptifs et plus précis. Compte tenu de la nécessité de disposer de données attestant de la contribution du STDF à un commerce sûr et aux ODD (en particulier les ODD 1, 2, 3, 8 et 17), la matrice des résultats comporte également un certain nombre d'indicateurs judicieusement sélectionnés à ces deux niveaux.

**44.** En ce qui concerne la vision et l'impact, les indicateurs standard de l'industrie, tirés d'autres organisations et ayant fait l'objet de rapports, seront utilisés pour mesurer les progrès accomplis, ce qui limitera la nécessité de procéder à des mesures et à des rapports supplémentaires (nouveaux) par le STDF. À ce titre, le cadre MEL prévoit l'utilisation de plusieurs nouvelles sources de données, notamment les données commerciales existantes (COMTRADE), d'autres sources de données accessibles au public sur le non-respect des mesures SPS, ainsi que des données pertinentes sur différents aspects de la sûreté du commerce fournies par d'autres initiatives (telles que le projet Améliorer le Climat des Affaires dans l'Agriculture et l'Indice de performance logistique du Groupe de la Banque mondiale, les

rapports de l'ONUDI sur le respect des normes commerciales, ainsi que les résultats des outils d'évaluation des capacités SPS et d'autres initiatives d'établissement de rapports menées par les partenaires du STDF (annexe 2)).

**45.** Lors de l'élaboration du cadre MEL, il a été tenu compte de la manière dont les indicateurs relatifs au programme étaient liés aux indicateurs relatifs à chaque projet du STDF. Il s'agit là d'un point important pour pouvoir compiler, de manière cohérente et harmonisée, les résultats obtenus au titre des différents projets dans les rapports établis au niveau du programme. Cela signifie que la collecte de données effectuée par les organismes d'exécution au titre des projets du STDF sera intégrée dans les rapports sur certains indicateurs établis au niveau du programme. Un menu d'indicateurs standard pour les projets, comprenant des indicateurs extraits des différents niveaux de la matrice des résultats au niveau du programme, sera élaboré pour accompagner le cadre MEL. Ce menu comprendra des indicateurs spécifiques relatifs à différents aspects de l'inclusion (notamment l'égalité des genres, ainsi que les avantages de l'inclusion pour les MPME), aux avantages que l'appui axé sur le commerce apporte à l'environnement et aux diverses retombées intérieures qui en découlent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les systèmes de santé des animaux et/ou de préservation des végétaux. Ces indicateurs permettront de montrer comment les travaux du STDF contribuent à l'égalité des genres, à générer des avantages pour l'environnement et à d'autres thèmes transversaux à différents niveaux de la matrice des résultats.

**46.** Le cadre MEL s'appuie sur les connaissances disponibles pour encourager une approche inclusive du renforcement des capacités SPS qui tienne compte des dimensions et des implications transversales du respect des mesures SPS, ainsi que des défis auxquels sont confrontés d'autres groupes vulnérables tels que les MPME et les commerçants informels. La matrice des résultats comporte des indicateurs mesurables explicites axés sur le genre, les changements climatiques, l'environnement et, plus largement, l'inclusion. Par exemple, on y trouve des indicateurs permettant de ventiler par genre les participants aux différentes manifestations du STDF, y compris le Groupe de travail et les manifestations organisées dans le cadre de projets, que lesdits participants soient intervenus en tant que membres de groupes spéciaux, orateurs ou participants. Les travaux liés à la connaissance portant sur différents sujets thématiques aborderont l'égalité des genres de sorte que les femmes ne soient pas considérées exclusivement comme des bénéficiaires et des groupes cibles, mais également comme des agents de changement et une source de connaissances qui enrichit les processus SPS.

**47.** L'égalité des genres, les avantages pour l'environnement et l'inclusion au sein des MPME seront mesurés dans les projets et les DEP. Dans le cadre des projets du STDF, cette évaluation aura lieu: i) au stade de l'examen du projet; ii) au début du projet et lors de la collecte de données de référence; iii) lors de la collecte de données ventilées dans le cadre du suivi et de l'évaluation; et iv) en tenant compte des aspects transversaux et en les analysant dans les rapports de projet. Dans le cadre des DEP, des orientations seront fournies aux partenaires d'exécution pour les aider à s'assurer que les dimensions transversales liées au respect des mesures SPS sont prises en compte et abordées dans les produits des DEP. Le recours à des indicateurs de levier est inédit et permet de mesurer la valeur ajoutée du STDF grâce aux effets d'attraction, de copie et d'imitation.

**48.** Les enseignements tirés de l'ensemble des travaux du STDF seront analysés afin de dégager et d'analyser les liens entre le respect des mesures SPS et les aspects liés au genre et à l'environnement, ainsi que pour suivre la manière dont les travaux du STDF profitent aux MPME. Ces connaissances seront étayées et diffusées afin qu'elles puissent être utilisées pour éclairer et améliorer le renforcement futur des capacités dans le domaine SPS.

## Indicateurs de la matrice des résultats<sup>6</sup>

### Indicateurs en faveur de la croissance économique durable, de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire (appui aux ODD 1, 2, 3, 8, 17)

- ODD 1 (Pas de pauvreté): 1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)
- ODD 2 (Faim zéro): 2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone
- ODD 3 (Bonne santé et bien-être): 3.d.1 Application du Règlement sanitaire international (RSI) et degré de préparation aux urgences sanitaires C 4.1 Mécanisme de collaboration multisectorielle pour les manifestations relatives à la sécurité alimentaire

- ODD 8 (Travail décent et croissance économique): 8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi / 8.a.1 Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce
- ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs): 17.11.1 Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales

### Indicateurs en faveur de la facilitation effective du commerce sûr

- Nombre de marchés disponibles
- Nombre d'entreprises ayant enregistré une augmentation des exportations, ventilé par genre et taille d'entreprise
- Nombre d'alertes/de notifications pour non-respect des mesures SPS
- Sous-score de l'Index de performance logistique concernant l'efficacité du processus de dédouanement
- Données probantes attestant de la facilitation directe de l'accès aux marchés et des exportations/importations grâce au soutien du STDF, en accordant une attention particulière aux changements climatiques, à l'environnement, à l'égalité des genres et à l'inclusion

### Indicateurs en faveur du renforcement à long terme des capacités SPS dans les pays en développement (objectif du programme)

- Nombre d'initiatives du STDF et de DEP/DRP contribuant à modifier la législation, la réglementation, les politiques, les stratégies, les structures et/ou les processus dans le domaine SPS, y compris l'attention portée aux questions transversales (changements climatiques, environnement, genre, inclusion)
- Données probantes attestant d'une meilleure mise en œuvre et exécution des mesures liées à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la santé des animaux et/ou préservation des végétaux dans le cadre du commerce, en tenant compte des changements climatiques, de l'environnement, de l'égalité des genres et de l'inclusion

<sup>6</sup>Liste des indicateurs figurant dans la matrice des résultats en octobre 2020. Certains de ces indicateurs pourront être affinés et améliorés au cours de la mise en œuvre de la matrice des résultats, tout en respectant la nécessité de disposer de données comparables entre le niveau de référence et le niveau final.

### Résultat 1: Susciter plus de synergies et renforcer la collaboration pour favoriser des progrès dynamisants dans le domaine SPS

- Valeur (USD) des nouveaux instruments mis en place
- Nombre, type de réseaux de collaboration, relations, initiatives au niveau mondial, régional et/ou national qui soutiennent la mise en œuvre de changements dans les systèmes SPS, y compris l'attention portée aux partenariats ayant trait aux changements climatiques, à l'environnement, au genre et à l'inclusion
- Données probantes sur l'adaptation, la reproduction et l'amplification des approches du STDF
- Données probantes sur la coordination et/ou l'harmonisation des interventions des membres du Groupe de travail en matière de renforcement des capacités dans le domaine SPS

### Résultat 2: Un meilleur accès aux bonnes pratiques et aux produits de la connaissance aux niveaux mondial, régional et national, et une meilleure utilisation de ceux-ci

- Nombre de personnes (ventilé par genre et géographie/région) ayant bénéficié des bonnes pratiques et des produits de connaissance du STDF
- Pourcentage de personnes atteintes (ventilé par genre et par géographie/région) déclarant être satisfaites au minimum des bonnes pratiques et des produits liés à la connaissance du STDF
- Nombre de téléchargements de différents types de produits liés à la connaissance à partir du site Web, ventilés par zone géographique
- Preuve de l'adoption et de l'application des bonnes pratiques et des produits de connaissances du STDF pour éclairer et appuyer le renforcement des capacités SPS, sous la direction d'organismes mondiaux/régionaux/nationaux

## Indicateurs liés aux produits

### Plate-forme mondiale du STDF: Dialogue et échange entre les membres du GT et avec d'autres organisations concernées

- Nombre et type de réunions du STDF/an
- Nombre de participants (quantité) aux manifestations en présentiel et en ligne du STDF, ventilé par lieu, par genre et par type de participants

### Production de travaux liés à la connaissance, de publications, d'exposés sur les bonnes pratiques, de films, etc. par le STDF

- Nombre et type de produits du STDF liés à la connaissance achevés/publiés
- Nombre de produits liés aux connaissances qui traitent de questions transversales (changements climatiques, environnement, inclusion ou égalité des genres)

### Évaluations et études de faisabilité dans le domaine SPS réalisées et propositions de projets formulées dans le cadre des DEP du STDF

- Nombre de DEP dont le financement par le STDF a été approuvé
- Nombre de DEP achevés
- Pourcentage de DEP atteignant le seuil minimal requis au titre de l'évaluation du STDF

### Mise en œuvre de projets novateurs et collaboratifs de renforcement des capacités dans le domaine SPS

- Nombre de DRP dont le financement du STDF a été approuvé
- Pourcentage de DRP qui tiennent compte des questions transversales (changements climatiques, environnement, inclusion ou égalité des genres)
- Nombre de DRP achevés
- Pourcentage de DRP atteignant le seuil minimal requis au titre de l'évaluation du STDF

# Sources de données et méthodes



**49.** Les sources de données permettant de mesurer les changements attendus ont été identifiées au cours du processus de définition des indicateurs, en prêtant attention à l'accessibilité et à la pertinence (sens) des données. Diverses sources de données et méthodes seront utilisées. Dans la mesure du possible, les stratégies de mesure seront basées sur des sources de données existantes et des méthodes de collecte de données éprouvées, y compris plusieurs types d'ensembles de données secondaires fiables existants, ainsi que sur des outils de collecte de données primaires. Aux niveaux supérieurs de la logique d'intervention, où les difficultés d'attribution sont les plus grandes, la matrice de résultats s'appuie sur des données facilement disponibles et de haute qualité et sur leur analyse, plutôt que sur la collecte de données primaires. Les indicateurs de niveau inférieur ont été conçus pour réduire la collecte de données au strict minimum nécessaire pour assurer un suivi, un apprentissage et une gestion réussis, tout en utilisant des indicateurs qui fournissaient auparavant des informations précieuses.

**50.** Les données secondaires proviendront des données commerciales mondiales et nationales déjà existantes, ainsi que des données administratives (c'est à dire des données qui sont recueillies régulièrement par le secrétariat du STDF et/ou des organisations chargées de la mise en œuvre des projets, dans le cadre de leurs activités quotidiennes). Des ensembles de données et des rapports accessibles au public et comparables au niveau mondial seront utilisés, notamment des bases de données axées sur le commerce (telles que la base COMTRADE de l'ONU et les statistiques nationales).

**51.** L'une des difficultés réside dans le manque de disponibilité et de portée des données régulièrement mises à jour sur le respect des normes, en particulier les données qui font la différence entre les mesures légitimes et les mesures protectionnistes. Les rapports de l'ONUDI sur le respect des normes commerciales constituent une source précieuse de données, mais ils ne sont pas régulièrement mis à jour en raison de ressources limitées. Il sera fait appel à d'autres sources qui fournissent des données et/ou des analyses sur les tendances liées aux capacités SPS, au respect des mesures SPS et au commerce, notamment l'indice de performance logistique, le projet Améliorer le climat des affaires dans l'agriculture, ainsi que d'autres données permettant de suivre la conformité SPS sur les principaux marchés d'importation, telles que le Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) de l'UE.

**52.** Lorsqu'ils sont appliqués et/ou rendus publics, les résultats des outils d'évaluation des capacités dans le domaine SPS (l'Outil de l'OIIE pour l'évaluation des performances des Services

vétérinaires, l'Outil d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) de la CIPV, l'outil d'évaluation des systèmes nationaux de contrôle alimentaire de la FAO/OMS) constituent une autre source de données. Toutefois, compte tenu de l'utilisation et de la réutilisation relativement limitées de certains de ces outils, il sera difficile de s'y fier largement. Les organismes internationaux de normalisation ont développé d'autres initiatives – notamment l'Observatoire de l'OIIE, le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre (IRSS) de la CIPV et les activités de suivi liées au plan stratégique du Codex pour 2020-2025 – pour faciliter le contrôle de l'utilisation de leurs normes. Les informations recueillies grâce à ces outils fourniront en temps utile des données supplémentaires pertinentes. On trouvera à l'annexe 2 un aperçu des sources de données existantes.

**53.** Les informations pertinentes pour l'analyse et la compilation des données seront également collectées par le biais de bases de données administratives (telles que la base de données Excel existante des projets et des DEP du STDF, ainsi que l'outil complémentaire prévu au titre du cadre MEL). Les données administratives seront notamment utilisées pour suivre les participants aux réunions et formations du STDF, les demandes de dons approuvées et remplies, les données de Google Analytics sur l'accès au site Web du STDF et son utilisation (téléchargements, etc.). Le secrétariat du STDF collectera et analysera les données administratives, en coopération avec les organisations qui mettent en œuvre les projets du STDF, à des moments clés du cycle des projets. Cela permettra de créer un échantillon relativement important et de détecter ainsi les changements intervenus au fil du temps et de comparer les progrès futurs avec ceux accomplis dans le passé.

**54.** Des données primaires seront recueillies directement auprès des principales parties prenantes qui devraient bénéficier directement des travaux du STDF dans les pays en développement, et des membres du Groupe de travail. Les informations recherchées seront adaptées aux besoins du cadre MEL du STDF. Des instruments d'enquête simples, basés sur le Web, seront sélectionnés, améliorés et/ou mis en œuvre pour obtenir des données ciblées afin de contribuer à évaluer les résultats obtenus par le STDF au niveau des objectifs, des résultats et des produits du programme. Il s'agira notamment d'enquêtes menées auprès du Groupe de travail, des délégués du Comité SPS, des bénéficiaires de projets et de DEP, ainsi que d'entretiens avec les parties prenantes concernées, afin de recueillir des données qualitatives sur les résultats et les impacts des travaux du STDF (par exemple des récits de changement fondés sur la technique du changement le plus significatif). Les enquêtes seront réalisées à l'aide des outils électroniques disponibles (par exemple, SurveyMonkey, Menti) afin que la collecte de données primaires reste aussi gérable que possible.

## Enquêtes destinées à appuyer le cadre MEL

Public cible	Objectif	Mise en œuvre
<b>Membres du Groupe de travail du STDF</b>	Courte enquête pour recueillir des avis sur les travaux et les résultats du STDF, y compris des retours d'information sur les réunions des différents groupes de travail, toute nouvelle relation de collaboration, initiative ou programme facilité par le STDF, etc.	Fréquence: À l'issue de chaque réunion du Groupe de travail  Responsabilité: Secrétariat du STDF
<b>Bénéficiaires des DRP/DEP</b>	Enquête en auto évaluation visant à fournir une base de référence des capacités et des connaissances au début et à la fin de tous les DRP/DEP.	Fréquence: Au début et à la fin de tous les projets et DEP du STDF  Responsabilité: Le partenaire d'exécution du projet/DEP (à l'aide d'un modèle fourni par le secrétariat)
<b>Délégués des Comités SPS</b>	Enquête en auto évaluation visant à recueillir les points de vue des pays sur la situation des capacités SPS dans les pays en développement (ventilée par zone géographique, régions, catégories du CAD de l'OCDE).	Fréquence: Deux fois par an, en marge de la réunion du Comité SPS  Responsabilité: Secrétariat du STDF
<b>Participants à des manifestations organisées au titre des travaux liés aux DEP, aux DRP, aux connaissances et à l'information du STDF</b>	Enquête de satisfaction visant à recueillir des informations sur la pertinence et l'utilisation des travaux du STDF, etc.	Fréquence: Immédiatement après chaque manifestation du STDF. Cela comprend les manifestations organisées par les organismes d'exécution dans le cadre des PG/PPG, ainsi que d'autres manifestations parallèles, des séances d'information, des séminaires, des webinaires, etc. organisées par le STDF.  Responsabilité: Le partenaire d'exécution du projet/DEP

**55.** Outre l'utilisation des méthodes existantes, une forme simple d'analyse des réseaux sociaux sera introduite pour compléter et renforcer les méthodes existantes. L'utilisation de l'analyse du réseau constitue un moyen pratique d'obtenir une représentation objective de la communauté du STDF (taille, cohésion, caractère central) sur la base des données de renseignement. L'analyse des réseaux sociaux sera d'abord appliquée, à titre expérimental, au niveau de la plate-forme mondiale du STDF (Groupe de travail) afin de cartographier les relations entre les membres du partenariat, de mettre en évidence les personnes et les groupes clés (gardiens, personnes influentes) au sein du réseau, ainsi que les associations/liens entre les membres. En fonction des premières expériences, et sous réserve de l'apprentissage et des ressources disponibles, l'analyse des réseaux pourrait également être appliquée plus

largement sur une base itérative. Par exemple, pour comprendre la nature et la qualité des relations et des réseaux de collaboration au niveau national/régional avec les projets du STDF.

**56.** L'utilisation de l'analyse des réseaux permettra de générer des diagrammes qui illustreront la taille du réseau du STDF, les liens entre les membres, les sous-groupes au sein du réseau, la proximité des membres, les activités communes, etc. Cela sera utile pour évaluer le rôle du STDF dans la convocation et la mise en relation des diverses parties prenantes impliquées dans le renforcement des capacités SPS afin d'influencer et de catalyser un changement plus large. L'analyse des réseaux sociaux ne fournira pas tout le contexte/les détails autour des données (par exemple certains membres peuvent être plus visibles que d'autres) donc les résultats devront être validés.

# Processus et gestion des données



**57.** Le cadre MEL sera conçu de façon que tout changement entrepris vise à ce que le système reste simple, pratique et économique. Les processus du STDF concernant la conception des projets et l'établissement des rapports seront examinés et analysés afin d'introduire des changements qui renforcent le cadre MEL, notamment en accordant une plus grande attention pratique à l'examen des formulaires de demande, des modèles et des orientations connexes afin de garantir qu'une attention suffisante est accordée au cadre, y compris aux questions transversales. En outre, des directives relatives au cadre MEL seront élaborées et mises à la disposition de l'équipe du secrétariat du STDF et des organisations chargées de la mise en œuvre afin de garantir des approches communes et un appui pratique.

**58.** Un nouvel outil d'accompagnement du cadre MEL est prévu pour apporter des innovations et des améliorations sur la manière dont les données et les renseignements sur les progrès, les résultats et les enseignements sont saisis, communiqués et gérés dans les trois volets de travail du STDF. Cet outil basé sur l'informatique en nuage appuiera le déploiement du cadre MEL et facilitera une collecte de données cohérente et consistante, prouvant ainsi que le STDF se soucie des résultats et en tire des enseignements pour améliorer la prestation et les résultats. Toutefois, cet outil ne devrait pas être considéré comme une panacée. Sa réussite dépendra de tous les autres éléments du cadre MEL mis en place pour répondre aux besoins du secrétariat du STDF.

**59.** En plus d'améliorer la collecte, le stockage et la gestion des données, cet outil en ligne permettra des gains d'efficacité dans la gestion des projets, ainsi que des possibilités de faciliter l'apprentissage organisationnel et la cocréation de connaissances. Par exemple, il: i) appuiera le suivi, la mesure, l'analyse et l'établissement de rapports concernant les projets du STDF; ii) favorisera la cohérence des indicateurs au moyen d'une liste d'indicateurs de base qui s'étoffera au fil du temps; iii) intégrera l'apprentissage, les récits des bénéficiaires et leurs témoignages afin de mieux analyser les enseignements relatifs aux retombées; et iv) permettra la saisie de données par les organisations chargées de la mise en œuvre des projets.

**60.** Sous réserve de l'approbation du cadre MEL et des ressources disponibles, le secrétariat du STDF assurera le suivi des achats d'un outil MEL adapté aux besoins du STDF, conformément aux règles de l'OMC relatives à la passation des marchés. Les partenaires de mise en œuvre des projets sélectionnés, ainsi que d'autres parties prenantes, seront engagés aux côtés du secrétariat pour appuyer la conception, l'essai et le déploiement de cet outil.

## Suivi

**61.** Le suivi continuera d'être utilisé pour assurer un système permanent de collecte de renseignements permettant de suivre les résultats obtenus dans la mise en œuvre de la plate-forme mondiale du STDF, des travaux liés à la connaissance, des projets et des DEP. Les membres du Groupe de travail et d'autres groupes cibles clés (par exemple les délégués du Comité SPS) seront invités à faire part de leurs contributions et de leurs points de vue pour faire le suivi des résultats de la plate-forme mondiale du STDF et des travaux liés à la connaissance. Les organismes chargés de la mise en œuvre seront tenus de rendre compte des résultats des projets dans des rapports semestriels sur l'état d'avancement et des rapports de fin de projet, y compris des renseignements sur les indicateurs standard des projets qui abordent également des questions transversales. Il sera rendu compte des progrès et des étapes dans les rapports annuels<sup>7</sup> du STDF, ainsi que dans les rapports sur les projets (rapport initial, rapports intérimaires et rapport final), les DEP (rapport de mise en œuvre) et d'autres documents. Le secrétariat du STDF continuera de faire rapport au Groupe de travail de la mise en œuvre des projets du STDF et des DEP.

<sup>7</sup>Voir: [www.standardsfacility.org/stdf-annual-reports/](http://www.standardsfacility.org/stdf-annual-reports/)

## Évaluation

**62.** Les évaluations externes des projets du STDF et l'ensemble du programme ont été une pierre angulaire des efforts de suivi et d'évaluation déployés par le STDF dans le cadre des stratégies précédentes et continueront d'être importants dans le cadre MEL. L'objectif de l'évaluation sera d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficacités, la durabilité et l'impact globaux des domaines d'activité du STDF afin de garantir la responsabilité vis à vis des donateurs et d'appuyer l'apprentissage et les décisions concernant la suite des opérations.

**63.** Le secrétariat du STDF continuera à externaliser les évaluations externes. Trois principaux types d'évaluations externes sont prévues, couvrant à la fois le programme et le niveau du projet :

- **Évaluation externe du programme:** Une évaluation externe de l'ensemble du programme du STDF est normalement effectuée tous les cinq ans, sur la base des règles de fonctionnement du STDF. La présente évaluation se concentrera sur l'impact et les résultats de l'ensemble du programme du STDF et de ses trois domaines d'activité, à savoir, par exemple, l'amélioration de l'accès aux marchés et la facilitation d'un commerce sûr, l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des processus réglementaires, l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires au niveau national, la préservation des végétaux et la santé des animaux, etc. Normalement, cette évaluation devrait être achevée un an avant la fin de la Stratégie à moyen terme, sauf décision contraire du Comité directeur. L'OMC choisit la société pour procéder à cette évaluation en se fondant sur ses règles en matière de marchés publics. La prochaine évaluation de ce type est prévue pour 2023-2024.<sup>8</sup>

- **Évaluations indépendantes d'impact a posteriori des projets:** Au moins deux projets achevés par le STDF seront sélectionnés chaque année pour faire l'objet d'évaluations d'impact a posteriori.<sup>9</sup> Le Président du Groupe de travail procédera à cette sélection aléatoire, à moins que le Groupe de travail n'en décide autrement. Ces évaluations se concentreront sur l'incidence réelle du projet du STDF au delà des résultats immédiats des projets, en évaluant, par exemple, l'élargissement de l'accès aux marchés, la diminution des rejets, les améliorations en matière d'efficacité et d'efficacités des processus réglementaires; les améliorations de la sécurité sanitaire des produits alimentaires au niveau national, la préservation des végétaux et la santé des animaux, etc. Ces évaluations seront effectuées par des consultants choisis par le Président du Groupe de travail (sur la base d'une liste restreinte fournie par le secrétariat). Les lignes directrices pour l'évaluation des projets<sup>10</sup> seront utilisées pour assurer la cohérence et une norme commune en matière de qualité.<sup>11</sup>

- **Évaluations indépendantes de fin de projet:** Tous les projets du STDF seront soumis à une évaluation indépendante de fin de projet, dont le budget est inclus dans le document de projet. L'organisme chargé de la mise en œuvre passera un contrat avec un évaluateur externe pour procéder à cette évaluation. Cette évaluation portera sur les résultats finaux du projet, sur la base du cadre logique et des indicateurs du projet. Elle devrait notamment permettre de déterminer dans quelle mesure le projet a renforcé les capacités SPS et facilité les échanges, entre autres avantages. Elle sera incluse dans le rapport final du projet, présenté par l'organisme chargé de la mise en œuvre au secrétariat du STDF.<sup>12</sup>

**64.** Les constatations de toutes les évaluations du STDF continueront d'être communiquées à tous les membres du STDF et seront mises à la disposition du public sur le site Web du STDF. Les constatations, conclusions, recommandations et leçons tirées des évaluations seront examinées par le Groupe de travail et également présentées à d'autres publics pertinents, par exemple au cours des activités du STDF et des séances organisées à l'intention des membres du Comité SPS et d'autres publics.

**65.** En 2018, le STDF a publié une étude de métaévaluation qui a permis d'évaluer de manière indépendante les résultats de tous les projets du STDF.<sup>13</sup> Le Groupe de travail peut décider de réaliser des métaévaluations ou des évaluations portant sur des sujets spécifiques ou des questions transversales (par exemple, l'égalité des genres ou l'environnement) dans l'ensemble des projets/DEP et des travaux dans le domaine des connaissances du STDF.

**66.** En outre, les donateurs effectuent parfois également leurs propres évaluations et examens indépendants du STDF, notamment dans le cadre des examens de l'Aide pour le commerce, qui sont inclus comme source de données pour le cadre MEL. Ces évaluations fournissent également un retour d'information pertinent et utile sur les résultats et les impacts du programme STDF. Lorsqu'elles sont mises à la disposition du public, elles sont communiquées aux membres du Groupe de travail du STDF et publiées sur le site Web du STDF.

<sup>8</sup> Règles de fonctionnement du STDF: «Tous les cinq ans au moins, le STDF fera l'objet d'une évaluation par un examinateur externe nommé par l'OMC après consultation du Groupe de travail; cette évaluation se conclura normalement un an avant la fin de la Stratégie à moyen terme, sauf si le Comité directeur en décide autrement. Après avoir été distribué et examiné au Groupe de travail et au Comité directeur, le rapport sera rendu public dans un document distribué au Comité SPS.»

<sup>9</sup> Les règles de fonctionnement disposent que deux évaluations de projets par an au minimum sont

requis. Le plan de travail du STDF pour 2020-2021 prévoit trois évaluations par an.

<sup>10</sup> Voir: [https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Evaluation\\_Guidelines\\_FR.pdf](https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Evaluation_Guidelines_FR.pdf)

<sup>11</sup> Voir: Règles de fonctionnement du STDF (paragraphe 104).

<sup>12</sup> Voir: Règles de fonctionnement du STDF (paragraphe 105).

<sup>13</sup> Voir: [www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Meta-evaluation\\_EN.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Meta-evaluation_EN.pdf)

## Apprentissage

**67.** Une partie essentielle du cadre MEL consiste à recueillir et à diffuser des éléments d'information sur les travaux du STDF afin non seulement d'améliorer les résultats et les performances du partenariat, mais aussi d'être utile à d'autres organisations qui s'efforcent d'appuyer le renforcement des capacités SPS au niveau mondial, notamment les membres du partenariat mondial du STDF. La production et la diffusion de ces enseignements pour contribuer à l'intensification des améliorations catalytiques dans le domaine SPS et exercer une influence plus importante sont au cœur de la stratégie du STDF pour 2020-2024.

**68.** Le cadre MEL vise à faciliter la réflexion et l'échange sur les difficultés et les résultats en matière de renforcement des capacités dans le domaine SPS, sur la base des travaux réalisés dans le cadre du partenariat du STDF, ainsi que des travaux de renforcement des capacités dans le domaine SPS menés directement par les membres. L'apprentissage et la réflexion sur ces expériences et résultats seront synthétisés et diffusés par différents médias pour atteindre et influencer les membres du partenariat STDF, ainsi que d'autres acteurs concernés des secteurs public et privé dans le monde.

**69.** Le cadre MEL appuiera l'apprentissage sur les liens entre le développement des capacités SPS dans les pays en développement et les retombées sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et/ou la préservation des végétaux au niveau national, ainsi que sur les impacts environnementaux. Par exemple, des indicateurs spécifiques au niveau des projets pour mesurer l'impact du développement des capacités SPS sur les marchés locaux et la sécurité sanitaire des produits alimentaires au niveau national feront partie du menu des indicateurs, générant de nouvelles connaissances sur ces effets et sur la manière de mieux cibler et mesurer les avantages connexes nationaux.

**70.** Sur la base de l'apprentissage, de nouvelles connaissances seront créées conjointement par les membres du STDF, en collaboration avec d'autres parties prenantes participant aux projets du STDF, aux DEP et travaux liés à la connaissance, ainsi que par le secrétariat du STDF. Différentes méthodes et approches seront utilisées pour soutenir la réflexion et l'apprentissage. Les membres du Groupe de travail évalueront et analyseront, au moyen de points spécifiques de l'ordre du jour des réunions du Groupe de travail et d'échanges permanents au sein de groupes thématiques de praticiens, ce qui fonctionne sur des sujets spécifiques liés au renforcement des capacités dans le

domaine SPS (en lien avec les travaux en cours dans le cadre des projets et des DEP du STDF), ce qui ne fonctionne pas, pourquoi et les possibilités d'amélioration. L'analyse du contexte peut être utilisée pour faciliter une évaluation des raisons pour lesquelles l'utilisation de différents éléments du travail du STDF se produit, ou non, dans quelles circonstances, et pourquoi, etc.

**71.** Pour atteindre efficacement le public cible du STDF et servir de catalyseur du changement, l'apprentissage sera conçu et mené de concert avec les activités prévues dans le Plan de communication du STDF. Les résultats, les enseignements et les expériences tirés des projets du STDF, des DEP et des travaux de recherche sur des sujets thématiques seront compilés dans des produits conviviaux (par exemple, notes d'information du STDF, récits des résultats, nouvelles électroniques, vidéos, etc.) qui seront largement partagés et diffusés à des publics clés aux niveaux mondial, régional et national par le biais du STDF et d'autres activités et par les médias en ligne. Les membres du partenariat mondial du STDF, notamment les partenaires, les donateurs, d'autres organisations internationales et régionales, ainsi que les experts des pays en développement, anciens et actuels, s'emploieront davantage à élargir et à appuyer les activités de sensibilisation et de diffusion afin que les connaissances acquises au moyen des travaux du STDF atteignent toutes les parties prenantes qui peuvent les utiliser et en tirer parti, notamment les organisations régionales et les communautés économiques, les autorités compétentes, les décideurs et le secteur privé des pays en développement.

**72.** L'apprentissage sera utilisé par les membres du Groupe de travail pour évaluer et/ou ajuster les activités prévues dans le plan de travail du STDF, selon que de besoin, et pour améliorer la planification et l'exécution des activités menées directement par les membres du partenariat. De cette manière, l'apprentissage contribuera également à informer et à améliorer le cadre MEL au fil du temps. L'apprentissage aura lieu dans tout le cadre de résultats, appuyé par le nouvel outil MEL. Le cadre MEL permet également d'améliorer sensiblement l'apprentissage aux niveaux inférieurs de la logique, notamment en ce qui concerne le recours aux produits de connaissance du STDF, la facilitation des partenariats, l'amélioration des capacités, la mobilisation de fonds, etc. Les groupes de praticiens sur différents sujets de connaissance bénéficieront de l'outil MEL, avec des possibilités d'améliorer et d'étendre encore l'apprentissage qui bénéficie à d'autres publics cibles clés au fil du temps, notamment les autorités SPS et d'autres parties prenantes pertinentes aux niveaux national et régional.

# Exécution et Ressources



**73.** La mise en œuvre du cadre MEL sera dirigée par le secrétariat du STDF, en étroite coopération avec le Groupe de travail et les autres organisations participant aux travaux du STDF. S'appuyant sur le rôle précieux joué par les membres dans l'élaboration de ce cadre, le "Groupe MEL" virtuel sera maintenu afin de fournir des orientations pour la mise en œuvre des activités MEL, y compris le développement et le déploiement de nouveaux outils MEL.<sup>14</sup> Les organisations qui mettent en œuvre les projets du STDF et les DEP auront un rôle clé à jouer dans l'exécution des activités MEL, comme indiqué dans la matrice des résultats. Le secrétariat fera régulièrement rapport au Groupe de travail sur la mise en œuvre du cadre.

**74.** Après approbation du cadre MEL, le secrétariat établira un calendrier des activités. La première année du cadre MEL sera mise à profit pour développer, lancer et tester de nouveaux outils et méthodes. Cela comprendra l'élaboration d'enquêtes, l'élaboration d'indicateurs types de projets, la mise en place et l'essai de l'outil d'accompagnement en ligne MEL, et la conception et le pilotage de l'utilisation de l'analyse de réseau à l'échelle mondiale (par le biais du Groupe de travail). Le secrétariat et le Groupe MEL, en consultation avec le Groupe de travail, évalueront la mise en œuvre et les résultats obtenus et apporteront les modifications nécessaires.

**75.** Des ressources financières et humaines seront nécessaires pour concrétiser ce cadre MEL. Des ressources seront nécessaires au secrétariat du STDF, ainsi qu'au niveau des projets et des DEP. Les projets du STDF comprennent des ressources pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage. Pour les projets en cours, des discussions auront lieu avec les partenaires de mise en œuvre sur les mesures à prendre pour adopter et utiliser ce cadre MEL en tant que partie intégrante des travaux MEL en cours, y compris les implications en termes de ressources (le cas échéant). Les organisations de mise en œuvre des projets seront encouragées à utiliser le cadre et l'outil MEL. Cela comprendra, par exemple, l'organisation de séances d'information ou de séminaires en ligne MEL, des discussions ciblées sur le cadre au sein des projets, la préparation et la distribution de notes simples sur les bonnes pratiques des projets MEL avec des conseils étape par étape, notamment sur les indicateurs, les méthodes de collecte de données, l'utilisation de la matrice de résultats, etc. Pour les futurs projets et DEP, des ressources supplémentaires devront être allouées pour financer le cadre MEL, y compris pour concentrer davantage l'attention sur l'apprentissage. Les membres du Groupe de travail, y compris le Groupe MEL, devront également donner de leur temps pour soutenir le cadre MEL.

<sup>14</sup> Le secrétariat du STDF rédigera des mandats décrivant le rôle attendu de ce Groupe, la contribution des membres, les activités, etc. pour discussion avec les membres du STDF intéressés. Par exemple, ce Groupe pourrait contribuer à l'élaboration d'indicateurs standard pour les projets du STDF, à la mise en place et au pilotage de l'outil MEL en ligne, etc. Outre les membres du Groupe de travail qui ont contribué directement à l'élaboration du présent cadre MEL, d'autres membres intéressés voudront peut-être se joindre au Groupe MEL.



# ANNEXES

## Annexe I: Matrice des risques

Risque	Probabilité	Stratégie d'atténuation
La persistance de la pandémie mondiale de COVID-19, et/ou l'émergence d'une nouvelle crise mondiale majeure	MOYENNE	<p>Efforts actuellement déployés pour: i) examiner, mettre à jour et/ou adapter régulièrement, selon que de besoin, les mesures d'atténuation des risques mises en place depuis que la COVID 19 s'est déclarée en mars 2020; et ii) identifier et mettre en œuvre des approches et des mécanismes de fourniture novateurs et/ou modifiés visant à assurer la continuité et le progrès.</p> <p>Il s'agit notamment de prendre en considération et/ou d'agir sur les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Options et alternatives pour compléter (et/ou remplacer) les réunions traditionnelles en face à face du Groupe de travail par l'organisation de réunions virtuelles plus courtes portant sur des points spécifiques de l'ordre du jour du Groupe de travail et sur d'autres sujets.</li> <li>Lancement des groupes virtuels de praticiens du STDF visant à associer les membres du STDF intéressés à des sujets de connaissances spécifiques.</li> <li>Discussions en cours avec les organismes de mise en œuvre des projets du STDF sur la manière de faire face au risque lié à la COVID-19 en ce qui concerne les projets en cours, en préparation et à venir et les DEP, notamment sur les risques liés aux retards, à la sous-exécution et/ou aux dépenses insuffisantes par rapport aux DEP et aux projets.</li> <li>Étude, avec les membres du Groupe de travail du STDF, de la nécessité de réexaminer et/ou de reporter les activités prévues dans le plan de travail pour 2020, et/ou de revoir les règles de fonctionnement du STDF compte tenu de la crise et de toute modification (innovations) apportée à l'exécution des travaux du STDF en réponse à celle-ci.</li> <li>Discussions en cours avec les donateurs du STDF sur les conséquences de la COVID-19 et sur la pertinence de la réponse en matière d'atténuation et de gestion.</li> </ul>
Intérêt limité des parties prenantes des pays en développement concernant les activités de travail du STDF	FAIBLE	Des efforts seront faits en permanence pour que les travaux du STDF restent pertinents et centrés sur les besoins SPS des pays en développement, en tirant parti des principales questions soulevées lors des réunions pertinentes organisées par les partenaires du STDF et d'autres parties. Des efforts complémentaires seront déployés pour partager les bonnes pratiques, les produits de connaissance et l'information sur les possibilités de financement afin de promouvoir l'adoption et l'utilisation par les parties prenantes des pays en développement.
Insuffisance des ressources (notamment financières, humaines et en termes de temps) pour mettre en œuvre la stratégie du STDF	MOYENNE À ÉLEVÉE	Les relations avec les nouveaux donateurs et les donateurs actuels seront activement entretenues afin de veiller à ce que les contributions au fond d'affectation spéciale soient conformes aux objectifs fixés. La mise en œuvre du cadre MEL et du Plan de communication du STDF aidera à suivre et à illustrer les performances et les résultats et soutiendra les efforts de collecte de fonds. La capacité nécessaire sera assurée par un accroissement des ressources humaines au secrétariat du STDF (sur la base des recommandations figurant dans l'évaluation de 2019).
Manque d'engagement des membres dans les travaux du STDF	FAIBLE	Les membres du STDF seront encouragés à renouveler leur engagement à l'égard du partenariat et à consacrer le temps et les ressources nécessaires pour soutenir l'exécution de la Stratégie. Le secrétariat du STDF continuera à dialoguer activement avec les membres, pendant et entre les réunions du Groupe de travail, afin que les travaux du STDF restent pertinents et utiles et qu'ils contribuent à leurs objectifs. Les membres du Groupe de travail seront encouragés: i) à partager des informations sur les travaux du STDF au sein de leurs organisations et de leurs réseaux; ii) à contribuer à la mise en œuvre du plan de travail du STDF, du Plan de communication et du cadre MEL; et iii) à identifier les possibilités de synergies avec leurs travaux.
Facteurs extérieurs touchant spécifiquement les projets du STDF	MOYENNE	On s'attachera en particulier à identifier et à évaluer au stade de la conception les risques spécifiques qui pèsent sur les projets (rotation du personnel clé, changements institutionnels, instabilité politique, conflits, émergence de nouveaux parasites ou de nouvelles maladies qui menacent le commerce, etc.) ainsi qu'à réévaluer et à gérer régulièrement de façon proactive les risques au cours de la mise en œuvre.

## Annexe 2: Sources de données secondaires

<p><b>Cadre Intégré renforcé (CIR) Études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC)</b></p> <p><a href="https://enhancedif.org/fr/">https://enhancedif.org/fr/</a></p>	<p>Le CIR coordonne des analyses commerciales par pays qui prennent la forme d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) et de matrices des actions. Ces travaux, fondés sur des données probantes, aident les pays à définir leurs priorités pour guider les objectifs en matière de commerce, mettent en évidence les obstacles à l'intégration du commerce et fournissent des conseils sur les principaux domaines d'action. Les rapports des EDIC et les mises à jour de celles-ci, identifient les possibilités s'offrant aux PMA et les obstacles commerciaux auxquels ils font face en matière d'intégration dans les systèmes commerciaux mondiaux. Nombre d'EDIC et de leurs mises à jour analysent les lacunes et les contraintes en matière de capacités en ce qui concerne les MNT, y compris les mesures SPS.</p>
<p><b>Alertes de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (RASFF)</b></p> <p><a href="https://ec.europa.eu/food/safety/rasff-food-and-feed-safety-alerts_fr">https://ec.europa.eu/food/safety/rasff-food-and-feed-safety-alerts_fr</a></p>	<p>Le portail RASFF met à disposition une base de données interactive consultable en ligne (accessible au public) contenant des renseignements succincts sur les notifications RASFF communiquées récemment. Les notifications RASFF font état des risques identifiés concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ou les matériaux de contact alimentaire mis sur le marché dans le pays auteur de la notification ou retenus à un point d'entrée dans l'UE. Le pays notifiant rend compte des risques qu'il a identifiés, du produit et de sa traçabilité ainsi que des mesures qu'il a prises. Les notifications du RASFF sont classées comme alertes ou renseignements ou refus aux frontières. En l'absence de grande base de données accessible au public sur les questions liées au respect des normes SPS, les notifications RASFF apportent une indication et une variable de substitution utiles sur les tendances en matière de conformité SPS, qui peuvent compléter d'autres sources de données.</p>
<p><b>Plan stratégique du Codex FAO/OMS</b></p> <p><a href="http://www.fao.org/3/ca5334fr/ca5334fr.pdf">http://www.fao.org/3/ca5334fr/ca5334fr.pdf</a></p>	<p>Les activités de suivi prévues dans le cadre du plan stratégique du Codex permettront de faire le point sur la pertinence et l'utilisation des normes du Codex par les gouvernements et d'autres acteurs, qui seront examinées par la Commission en 2020 et, par la suite, tous les 2 ans durant les 6 ans de mise en œuvre prévues. En outre, les rapports des enquêtes régionales du Codex peuvent être utilisés pour recueillir des données sur l'utilisation des normes Codex. Ces enquêtes ont débuté en 2016 s'agissant des Comités régionaux de coordination, les enquêtes les plus récentes menées en 2019 étant axées sur des normes spécifiques (y compris les LMR pour les nouveaux médicaments vétérinaires présents dans les produits alimentaires).</p>
<p><b>Outil d'évaluation des systèmes de contrôle des denrées alimentaires de la FAO/l'OMS</b></p> <p><a href="http://www.fao.org/3/ca5334fr/ca5334fr.pdf">http://www.fao.org/3/ca5334fr/ca5334fr.pdf</a></p>	<p>L'outil d'évaluation des systèmes de contrôle alimentaire de la FAO/OMS fournit une approche permettant d'analyser la performance d'un système national de contrôle alimentaire, sur la base des Principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments (CAC/GL 82 2013). Il met l'accent sur les résultats des autorités compétentes intervenant dans le contrôle des produits alimentaires. Il est destiné à être utilisé par les pays comme base aux fins de l'auto-évaluation pour identifier les domaines d'amélioration prioritaires et planifier des activités séquentielles et coordonnées visant à atteindre les résultats escomptés. La dimension B de l'outil concerne les fonctions de contrôle de routine, notamment les contrôles intérieurs, les contrôles à l'importation et les contrôles à l'exportation.</p>
<p><b>Évaluation des capacités phytosanitaires par la CIPV (ECP)</b></p> <p><a href="https://www.ippc.int/fr/core-activities/capacity-development/phytosanitary-capacity-evaluation/">https://www.ippc.int/fr/core-activities/capacity-development/phytosanitary-capacity-evaluation/</a></p>	<p>L'outil ECP de la CIPV est un outil de gestion destiné à aider les pays à améliorer leurs ONPV et l'ensemble du système phytosanitaire. Il a pour objectif d'aider à identifier des lacunes et des difficultés, et à élaborer des stratégies nationales de développement des capacités et des plans d'action y afférents. Cela comprend une évaluation des capacités et des besoins existants (en utilisant un logiciel en ligne comprenant 13 modules) en vue de satisfaire aux obligations de la CIPV. Les ONPV peuvent décider d'appliquer certains modules selon les préférences. L'ensemble du processus d'EPC est sous le contrôle de la partie contractante et les rapports EPC sont confidentiels. Toutefois, les tendances peuvent être identifiées et communiquées à la CMP de façon anonyme.</p>
<p><b>Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV (IRSS)</b></p> <p><a href="https://www.ippc.int/fr/core-activities/implementation-review-and-support-system/#">https://www.ippc.int/fr/core-activities/implementation-review-and-support-system/#</a></p>	<p>L'IRSS entreprend des activités qui évaluent et identifient les défis et les meilleures pratiques des parties contractantes en matière de préservation des végétaux. Ces activités génèrent des informations nationales, régionales et mondiales sur la mise en œuvre de la Convention sur les mesures phytosanitaires, les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) et les questions émergentes en matière de préservation des végétaux. Ces activités alimentent le rapport triennal d'examen de la mise en œuvre qui résume la situation de la mise en œuvre de la Convention et de ses normes par les parties contractantes.</p>

<p><b>Observatoire de l'OIE</b></p> <p><a href="https://www.oie.int/fr/ce-que-nous-proposons/commerce-securise-et-mouvement-des-animaux/observatoire/">https://www.oie.int/fr/ce-que-nous-proposons/commerce-securise-et-mouvement-des-animaux/observatoire/</a></p>	<p>L'Observatoire de l'OIE (en phase pilote en 2020) constitue un mécanisme continu et systématique de collecte de renseignements et d'analyse des pratiques des membres de l'OIE s'agissant de la mise en œuvre des normes de l'Office. Il vise à mieux faire comprendre la manière dont ces normes sont appliquées, les différentes tendances mondiales et les difficultés communes auxquelles sont confrontés les membres de l'OIE.</p> <p>Deux types de rapports sont prévus: i) les rapports d'examen sur la mise en œuvre (annuels) qui fournissent un résumé de haut niveau de la mise en œuvre des normes de l'OIE; et ii) les rapports thématiques (pluriannuels) qui présentent une analyse plus complète et plus ciblée sur des questions prioritaires.</p>
<p><b>Évaluation des performances des services vétérinaires (PVS)</b></p> <p><a href="https://www.oie.int/fr/ce-que-nous-proposons/ameliorer-les-services-veterinaires/processus-pvs/">https://www.oie.int/fr/ce-que-nous-proposons/ameliorer-les-services-veterinaires/processus-pvs/</a></p>	<p>L'outil PVS de l'OIE évalue les performances des services vétérinaires par rapport aux normes publiées dans le Code sanitaire pour les animaux terrestres, sur la base de 45 compétences critiques classées selon les composantes suivantes: i) ressources humaines, matérielles et financières, ii) autorité et capacité techniques, iii) interaction avec les parties prenantes, et iv) accès aux marchés. Un certain nombre de pays ont renoncé à la confidentialité de leurs rapports d'évaluation PVS et ont autorisé l'OIE à transmettre ces rapports aux organisations partenaires de l'OIE. Certains rapports PVS sont entièrement accessibles au public et disponibles sur le site Web de l'OIE.</p>
<p><b>"UNIDO Trade Standards Compliance Footprints" (rapport sur le respect des normes commerciales de l'ONUDI) et "Trade Standards Compliance Footprints" (respect des normes commerciales relatives aux empreintes)</b></p> <p><a href="https://www.unido.org/sites/default/files/2015-09/TSCR_2015_final_0.pdf">https://www.unido.org/sites/default/files/2015-09/TSCR_2015_final_0.pdf</a></p>	<p>Les Rapports sur le respect des normes commerciales de l'ONUDI (2010 et 2015) analysent les données relatives aux rejets des importations relatives aux principaux marchés afin d'évaluer les causes profondes des rejets en lien avec le non-respect des différentes normes commerciales (y compris les mesures SPS). Le Rapport sur le respect des normes commerciales de 2010 était axé sur les marchés de l'UE et des États-Unis, tandis que le Rapport de 2015 couvrait également les marchés australien et japonais. En 2013, une étude régionale sur la conformité aux normes en Asie a été publiée en collaboration avec l'IDE/JETRO. Si elle est mise à jour à l'avenir, cette étude constituera une source de données utile. Les "Trade Standards Compliance Footprints" sont des fiches pays qui donnent un aperçu des faits économiques, sociaux et particulièrement liés au commerce pour le pays en question, en mettant l'accent sur les indicateurs de la capacité de conformité aux normes commerciales dérivés des données sur le rejet des importations. En outre, chaque fiche donne des renseignements sur la structure économique et sociale et les caractéristiques de la pauvreté du pays, ainsi que sur les tendances, la composition et la répartition géographique de ses exportations de produits agroalimentaires.</p>
<p><b>Outil en ligne interactif de l'ONUDI (à paraître)</b></p> <p><a href="https://hub.unido.org/rejection-data/trade-rejection-analysis">https://hub.unido.org/rejection-data/trade-rejection-analysis</a></p>	<p>Le nouvel outil permettra aux utilisateurs de produire des rapports analytiques mondiaux, comparatifs et nationaux sur mesure à partir des données sur les rejets de 2010 à 2019. Les données sur les rejets seront classées en fonction des codes à deux chiffres du SH et comprendront des données provenant de différents marchés (Australie, Chine, États-Unis, UE).</p>
<p><b>Groupe de la Banque mondiale Améliorer le Climat des Affaires dans l'Agriculture (ACAA)</b></p> <p><a href="https://eba.worldbank.org/">https://eba.worldbank.org/</a></p>	<p>L'initiative "Améliorer le Climat des Affaires dans l'Agriculture" mesure la manière dont les réglementations et les processus conçus par les pouvoirs publics influent sur les moyens de subsistance des agriculteurs nationaux. Elle fournit des données sur huit indicateurs quantitatifs, comparables à l'échelle mondiale, et pouvant être utilisés pour comparer les performances des pays. Les deux indicateurs ACAA ci-après sont les plus utiles pour le STDF: i) préservation de la santé des végétaux (mesurée par la qualité de des réglementations phytosanitaires); et ii) commerce des denrées alimentaires (mesuré par le temps et le coût d'obtention des documents nécessaires au commerce des produits agricoles et par la qualité du système de réglementation des denrées alimentaires). Les rapports ACAA sont publiés deux fois par an (le dernier rapport ayant été publié en 2019).</p>
<p><b>Indice de performance logistique de groupe de la Banque mondiale (IPL)</b></p> <p><a href="https://lpi.worldbank.org/">https://lpi.worldbank.org/</a></p>	<p>L'IPL est un outil d'analyse comparative interactif qui permet d'identifier les difficultés et les possibilités liées aux performances en matière de logistique commerciale. Il s'agit de la moyenne pondérée des notes attribuées aux pays selon six dimensions clés. Les deux notes IPL ci-après sont les plus pertinentes au regard de l'objectif du STDF: i) l'efficacité du processus de dédouanement (c'est-à-dire la rapidité, la simplicité et la prévisibilité des formalités) par les organismes de régulation des frontières; et ii) la qualité/compétence des organismes de régulation des frontières (qui contient et catégorise les performances des organismes chargés des questions SPS, des organismes d'inspection de la qualité/des normes, et des douanes).</p>

## Références

Christiaensen, Luc et Martin, Will, 2018. Nouvelles études sur le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté: cinq conclusions à retenir. Blog du Groupe de la Banque mondiale 26 juillet 2018. Voir: <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/nouvelles-etudes-sur-le-role-de-l-agriculture-dans-la-reduction-de-la-pauvrete>

Henson, 2018. Gender and Sanitary and Phytosanitary Measures in the Context of Trade: A Review of Issues and Policy Recommendations (Genre et mesures sanitaires et phytosanitaires dans le contexte des échanges: une étude des questions et des recommandations en matière de politique générale). ICTSD. Disponible à l'adresse suivante: [https://standardsfacility.org/sites/default/files/Gender\\_SPS\\_measures\\_in\\_the\\_context\\_of\\_trade\\_Henson\\_ICTSD\\_Nov\\_18.pdf](https://standardsfacility.org/sites/default/files/Gender_SPS_measures_in_the_context_of_trade_Henson_ICTSD_Nov_18.pdf)

ITC, 2016. Perspective de la Compétitivité des PME 2016 : Se mettre aux normes pour échanger. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.intracen.org/publication/Perspective-de-a-Competitivite-des-PME-2016-Se-mettre-aux-normes-pour-echanger-Synthese/>

Jaffee, Steven; Henson, Spencer; Rios, Luz Diaz, 2011. "Making the Grade: Smallholder Farmers, Emerging Standards, and Development Assistance Programs in Africa - A Research Program Synthesis" (Réussir: petits exploitants agricoles, nouvelles normes et programmes d'aide au développement en Afrique - Une synthèse du programme de recherche) Étude opérationnelle de la Banque Mondiale. Disponible à l'adresse suivante: <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2823/623240SR0White0W110Making0the0Grade.pdf?sequence=1>

Jaffee & Rios 2008. Barrier, Catalyst, or Distraction? Standards, Competitiveness, and Africa's Groundnut Exports to Europe (Obstacle, catalyseur, ou diversion? Normes, compétitivité et exportations africaines d'arachide à destination de l'Europe). Document de travail sur l'agriculture et le développement rural n° 39 Disponible à l'adresse suivante: <http://documents1.worldbank.org/curated/ru/214321468333019082/pdf/434360NWP0Afla1Box0327368B01PUBLIC1.pdf>

Jaffee, Steven; Henson, Spencer; Unnevehr, Laurian; Grace, Delia; Cassou, Emilie, 2019. The Safe Food Imperative: Accelerating Progress in Low- and Middle-Income Countries. World Bank Group, Agriculture and Food Series. (L'obligation d'assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires: Accélérer les progrès dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; Groupe de la Banque mondiale, série agriculture et alimentation). Disponible à l'adresse suivante: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30568>

Ministère des affaires étrangères du Danemark / DANIDA 2019. Examen à mi-parcours, programme de l'Aide pour le commerce (2018-2020)

Ministère des affaires étrangères, Pays-Bas, 2017. Better Ways of Trading. Evaluation of Technical Assistance for Trade Policy and Regulations. (De meilleures méthodes d'échange. Évaluation de l'assistance technique en matière de politiques et de réglementation commerciales).

Nathan Associates, 2019. Évaluation externe du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF). Disponible à l'adresse suivante: [www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Final\\_Evaluation\\_Report\\_Nathan\\_Associates.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Final_Evaluation_Report_Nathan_Associates.pdf)

Stensland Warren, Heidi; Liungman, Maria; Yang, Aileen, 2019. What's it like for women to trade across borders? (Qu'est-ce que le commerce transfrontières pour les femmes?) Blog du Groupe de la Banque mondiale 3 juin 2019. Disponible à l'adresse suivante: <https://blogs.worldbank.org/trade/whats-it-women-trade-across-borders> et <http://documents1.worldbank.org/curated/zh/742571468007855952/pdf/601120BRI0Afri11public10BOX358310B0.pdf>

STDF. 2018. Au-delà des résultats: tirer les leçons des projets du STDF. Par Jens Andersson pour le STDF. Disponible à l'adresse suivante: [https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Meta-evaluation\\_EN.pdf](https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Meta-evaluation_EN.pdf)

CNUCED/Groupe de la Banque mondiale, 2019. "The Unseen Impact of Non-Tariff Measures: Insights from a new database" (L'incidence invisible des mesures non tarifaires: Aperçu d'une nouvelle base de données). Publication conjointe de la CNUCED et de la Banque mondiale Disponible à l'adresse suivante:

[https://unctad.org/system/files/official-document/ditctab2018d2\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/ditctab2018d2_en.pdf)

CESAP de l'ONU/CNUCED Rapport 2019 sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique: "Navigating Non-tariff Measure towards Sustainable Development" Disponible à l'adresse suivante: [www.unescap.org/publications/APTIR2019](http://www.unescap.org/publications/APTIR2019)

ONUUDI, 2015. The Unseen Impact of Non-Tariff Measures: Insights from a new database (Rapport sur le Respect des Normes commerciales). Disponible à l'adresse suivante: [https://www.unido.org/sites/default/files/2015-09/TSCR\\_2015\\_final\\_0.pdf](https://www.unido.org/sites/default/files/2015-09/TSCR_2015_final_0.pdf)

UNESCAP/UNCTAD, 2019. The Asia-Pacific Trade and Investment Report (APTIR) 2019: Navigating Non-tariff Measure towards Sustainable Development. (Rapport 2019 sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique). Disponible à l'adresse suivante: [www.unescap.org/publications/APTIR2019](http://www.unescap.org/publications/APTIR2019) (Résumé analytique en français disponible à l'adresse suivante: [https://www.unescap.org/sites/default/d8files/APTIR2019\\_Executive\\_Summary\\_French.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/d8files/APTIR2019_Executive_Summary_French.pdf))

UNIDO, 2015. Trade Standards Compliance Report (TSCR). Disponible à l'adresse suivante: [https://www.unido.org/sites/default/files/2015-09/TSCR\\_2015\\_final\\_0.pdf](https://www.unido.org/sites/default/files/2015-09/TSCR_2015_final_0.pdf)

OMC. Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Voir: [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/sps\\_f/spsagr\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/spsagr_f.htm)

OMC/Groupe de la Banque mondiale 2020. Les femmes et le commerce: Le rôle du commerce dans la promotion de l'égalité hommes-femmes. Disponible à l'adresse suivante: [https://www.wto.org/french/res\\_f/publications\\_f/women\\_trade\\_pub2807\\_f.htm](https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/women_trade_pub2807_f.htm)

## POUR EN SAVOIR PLUS:

---

 [www.standardsfacility.org](http://www.standardsfacility.org)

 [STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)

 #STDF

